

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES Sayoud resserre la vis aux walis

PAGE 2



Dans un contexte de multiples échéances nationales, le ministre de l'Intérieur a insisté sur une mobilisation renforcée des walis.

- L'Anie fait le point sur les préparatifs
- Nomadisme politique : Une application limitée au Parlement

Géopolitique d'un basculement
**Sofiane Djilali : «Derrière l'Iran,
la fin du monde hiérarchique»**

PAGE 3



Étude sur les fragilités américaines
de Yacine Merzougui
La dette comme bombe lente du siècle

PAGE 4



Signature du deuxième lot de contrats de réalisation
Le projet Baladna franchit une nouvelle étape

PAGE 5



Championne d'Afrique de gymnastique
L'Algérie qualifiée au Mondial

PAGE 13

Production locale de batteries pour véhicules

Cap sur le made in Algeria

PAGE 6



L'ÉCHO DES RÉSEAUX SOCIAUX



Accent algérois assumé

PAGE 15

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES Sayoud resserre la vis aux walis

Dans un contexte de multiples échéances nationales, le ministre de l'Intérieur a insisté sur une mobilisation renforcée des walis.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné la nécessité de maîtriser rigoureusement les préparatifs logistiques des élections législatives, en mobilisant tous les moyens nécessaires et en renforçant la coordination avec les services centraux. Ces instructions ont été émises jeudi dernier, lors d'une réunion de coordination tenue par visioconférence avec les walis de la République, consacrée à la fixation des priorités et au renforcement de la préparation des différents secteurs directement liés aux préoccupations des citoyens.

Cette réunion intervient à la suite de l'adoption d'amendements transférant la responsabilité des aspects logistiques et matériels des élections de l'Autorité nationale indépendante des élections au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

En effet, la loi organique modifiée relative au régime électoral a introduit plusieurs changements importants dans l'organisation des élections. S'agissant de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), le texte clarifie le rôle de cette instance. Ses missions fondamentales de préparation, de supervision et de contrôle des opérations électorales restent inchangées, mais il distingue désormais clairement les fonctions de soutien logistique confiées aux services du ministère de l'Intérieur et, pour l'étranger, aux services diplomatiques et consulaires. La fourniture des moyens matériels et humains nécessaires est confiée au ministère de l'Intérieur, conformément à l'article 202, alinéa 5, de la Constitution, qui stipule que l'administration assure



uniquement la préparation matérielle des opérations électorales et référendaires, sans aucun droit d'ingérence dans leur déroulement.

UNE GOUVERNANCE AXÉE SUR L'EFFICACITÉ ET LE SUIVI

Cette réunion de coordination, souligne le communiqué, témoigne de «la volonté du ministre d'instaurer une gouvernance efficace fondée sur un suivi rigoureux et

une orientation continue, de nature à améliorer la performance du service public et à rehausser la qualité des prestations fournies aux citoyens».

À ce titre, le ministre a insisté sur l'importance capitale des examens de fin d'année. Il a appelé à la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour en assurer le bon déroulement dans un environnement adapté et sécurisé garantissant le confort des candidats et

des enseignants surveillants, et reflétant l'image de l'État dans la prise en charge optimale de cette échéance nationale.

PRÉPARATIFS DE LA SAISON ESTIVALE

Le ministre a également appelé, dans le cadre de la préparation de la saison estivale, à une mobilisation globale et coordonnée de toutes les wilayas afin d'offrir un cadre d'accueil répondant aux attentes des citoyens et de la communauté nationale à l'étranger. Il a insisté sur le renforcement de la propreté des plages et de l'environnement, l'éradication totale des sources de pollution, la disponibilité de l'eau potable et de l'électricité, l'amélioration des services de transport et de la fluidité de la circulation, ainsi que sur la rigueur dans la gestion des espaces balnéaires et la lutte contre toutes les formes d'anarchie.

SUIVI DE LA CAMPAGNE DE MOISSON

Saïd Sayoud a également insisté sur l'importance du suivi rigoureux de la campagne de moisson, appelant à une mobilisation sur le terrain pour en assurer le succès, en valorisant les efforts des agriculteurs et en profitant des conditions climatiques favorables.

Enfin, il a évoqué la situation de l'approvisionnement en eau potable, en soulignant la nécessité de prendre en charge immédiatement les problèmes constatés dans les différentes wilayas et de garantir un approvisionnement régulier grâce à une approche anticipative fondée sur le suivi de terrain et l'intervention rapide pour corriger toute défaillance.

Smail ROUHA

L'Anie fait le point sur les préparatifs

Le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections, Karim Khalfan, a présidé, jeudi dernier, une réunion consacrée au suivi des préparatifs des élections législatives prévues le 2 juillet 2026. La réunion a permis de faire le point sur les opérations d'inscription sur les listes électorales, ainsi que sur le retrait des dossiers de candidature et des formulaires de signature, en Algérie et à l'étranger. Les membres du Conseil ont également examiné les préoccupations exprimées par les partis politiques et les citoyens, ainsi que leur prise en charge en coordination avec les autorités concernées.

NOMADISME POLITIQUE

Une application limitée au Parlement

La Cour constitutionnelle a mis fin à la controverse juridique liée à la question du «nomadisme politique», après avoir examiné la conformité de la loi organique relative aux partis politiques avec les dispositions de la Constitution. Elle a rejeté une disposition de cette loi qui interdisait aux élus de se présenter en dehors des partis sous lesquels ils ont été élus durant le mandat en cours, dans le cadre de ce que l'on appelle le «nomadisme politique». Cette décision s'inscrit dans un contexte qui confirme le rôle de la Cour dans l'encadrement de la pratique politique et la garantie du respect du texte constitutionnel.

L'intervention de la Cour fait suite à une saisine du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Elle a ainsi exercé ses compétences en matière de contrôle préalable des lois afin de statuer sur l'un des points les plus controversés, relatif à la possibilité de retirer le mandat des élus en cas de changement d'appartenance politique.

Dans sa décision, la Cour a précisé que la Constitution, notamment en son article 120, limite cette mesure aux seuls membres du Parlement, qu'il s'agisse des députés de l'Assemblée populaire nationale ou des membres du Conseil de la nation. Le changement de parti peut ainsi entraîner la perte du siège parlementaire.

En revanche, la Cour a indiqué que cette disposition ne s'applique pas aux élus locaux, qu'ils siègent dans les assemblées



communales ou de wilaya, en l'absence de texte constitutionnel explicite. Elle estime que l'extension de cette mesure en dehors du cadre constitutionnel définit un manque de base juridique.

En effet, la Cour a supprimé, dans sa décision relative à la conformité de la loi organique sur les partis politiques, la partie de l'article 24 prévoyant la perte du mandat des élus locaux en cas de changement d'appartenance partisane, tout en maintenant cette disposition pour les députés de l'Assemblée populaire nationale et les membres du Conseil de la nation. La Cour a justifié sa décision, publiée dans le dernier numéro du Journal officiel, en indiquant que l'article 120 de la Constitution ne prévoit explicitement qu'un seul cas, concernant les membres du Parlement des deux

chambres. La Cour constitutionnelle a souligné que la perte du mandat pour cause de «nomadisme politique» concerne exclusivement les députés du Parlement, et non les autres élus, en l'absence de base constitutionnelle permettant son extension.

DES IMPACTS SUR LA VIE POLITIQUE

Cette décision devrait avoir des répercussions sur l'organisation de la vie politique, en définissant clairement les limites de l'engagement partisan des élus et en réduisant les interprétations susceptibles d'affecter la stabilité des institutions élues, notamment au niveau local.

Elle pourrait également modifier le rythme des candidatures et des élections prévues début juillet prochain, en accordant aux élus locaux la liberté de quitter les partis sous lesquels ils ont été élus et d'en rejoindre d'autres, alors que la loi les en empêchait.

Pour rappel, le communiqué de l'Autorité nationale indépendante des élections, relatif au rejet de la candidature de tout élu ayant déjà été élu sous l'égide d'un parti politique et occupant actuellement un siège dans des Assemblées populaires locales ou nationales, sur la base de la

nouvelle loi, avait déjà suscité une vive polémique dans les milieux politiques et partisans, entre partisans et opposants.

NOUVELLES RÈGLES POUR LES PARTIS POLITIQUES

Par ailleurs, avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les partis politiques, il est strictement interdit, selon l'article 8, aux partis politiques d'utiliser des langues étrangères dans toutes leurs activités sur le territoire national. En outre, l'article 49 interdit au parti d'utiliser son siège à des fins autres que celles déclarées lors de sa création.

Il est également interdit d'héberger une organisation interdite ou des personnes constituant une menace pour l'ordre public afin d'organiser des réunions en son siège.

Enfin, l'article 10 définit les catégories de citoyens ne pouvant adhérer à un parti politique pendant l'exercice de leurs fonctions. Il s'agit notamment des membres de la Cour constitutionnelle, des magistrats, des membres de l'Armée nationale populaire et des corps de la Sûreté nationale.

Ainsi, tout agent de l'État exerçant un pouvoir ou une responsabilité, dont le statut ou le règlement intérieur prévoit expressément l'incompatibilité avec l'adhésion à un parti politique, doit interrompre toute relation ou s'abstenir de toute forme de contact ou d'activité avec un parti politique pendant la durée de ses fonctions. Il doit s'y engager par écrit, est-il stipulé dans l'article 10. **S. R.**

GÉOPOLITIQUE
D'UN BASCULEMENT

SOFIANE DJILALI :

«Derrière l'Iran, la fin du monde hiérarchique»

Publié sur l'espace facebook de Sofiane Djilali, ancien président du parti Jil Jadid, le texte dépasse de loin la seule crise iranienne. Il propose une lecture ample et pédagogique du désordre international en cours. Son idée est nette : le monde n'est plus régi par une puissance centrale capable d'imposer sa loi, mais par des équilibres mouvants, fragiles, négociés sans cesse...

Synthèse S. Méhalla

Publié sur l'espace facebook de Sofiane Djilali, ancien président de Jil Jadid, le texte mérite d'être lu non comme une simple réaction à l'actualité brûlante autour de l'Iran, mais comme une tentative de pensée sur l'époque. Sous l'apparence d'un commentaire géopolitique, il avance en réalité une thèse plus large, plus profonde, presque doctrinale. L'auteur y décrit un basculement de structure. Selon lui, le conflit en cours autour de l'Iran «semble marquer un tournant dans la manière dont le monde fonctionne».

Cette phrase donne le ton.

Il ne s'agit plus seulement d'une guerre, d'une tension régionale ou d'une crise énergétique. Il s'agit d'un révélateur historique. L'idée que développe Sofiane Djilali est forte, limpide et d'une réelle portée pédagogique. Ce qui se joue «dépasse désormais le cadre d'une crise régionale». Pourquoi ? Parce que la guerre iranienne, telle qu'il la lit, concentre en elle plusieurs dimensions du nouvel âge stratégique. Il y a «la simultanéité des fronts», il y a «les effets économiques globaux», il y a «les médiations multiples», il y a encore «les contraintes énergétiques». En quelques lignes, l'auteur condense le nouveau paysage du monde. Plus aucune crise majeure ne reste locale. Plus aucune puissance ne peut prétendre la régler seule. Plus aucun centre ne décide sans rencontrer de limites.

C'est là que surgit la proposition centrale du texte. Pour Sofiane Djilali, «aucun acteur, quelle que soit sa puissance, n'est plus en mesure d'imposer seul une solution durable». Toute la démonstration tient dans cette formule. Le monde, dit-il en substance, n'obéit plus à la vieille logique de la domination unilatérale. Il entre dans un système où la force existe encore, où les puissances demeurent rivales, mais où aucune n'est assez souveraine pour imposer



définitivement son ordre. Ce que la crise met à nu, ce n'est pas seulement un affrontement. C'est «l'épuisement des logiques de domination unilatérale» et l'apparition d'un système international fondé non plus sur une hiérarchie stable, mais sur des équilibres instables et dorénavant négociés en permanence». Cette idée, Sofiane Djilali la replace dans une profondeur historique utile. Pendant longtemps, écrit-il, le système international a fonctionné selon «une forme de hiérarchie implicite». Il y avait un centre, un pôle principal, un arbitre réel ou supposé. La Grande-Bretagne d'abord, puis les États-Unis après 1945, plus encore après 1991, ont incarné cette architecture verticale du monde. En rappelant cela, l'auteur ne se contente pas d'aligner des repères historiques. Il montre que la stabilité internationale fut longtemps liée à l'existence d'un centre de gravité capable d'imposer, d'arbitrer ou de contenir. Or ce modèle «semble progressive-

ment s'éroder». Le verbe est important. Il dit l'usure plus que la chute. Il suggère un affaïssissement lent, continu, profond. Dès lors, le texte change d'échelle. Il ne parle plus seulement d'un affaïssissement relatif des États-Unis. Il parle d'un changement de configuration. «Nous entrons dans une configuration différente», affirme Sofiane Djilali. Non pas une «démocratie des nations» au sens idéaliste ou institutionnel, mais «un système d'équilibres multiples», dans lequel «plusieurs pôles de puissance coexistent sans qu'aucun ne puisse imposer durablement et définitivement sa volonté aux autres». La formule est capitale. Elle dit que le monde nouveau n'est pas plus juste par nature. Il est simplement moins centré. Les États-Unis restent une puissance décisive, la Chine avance comme pôle économique et stratégique majeur, la Russie garde une capacité de nuisance, de pression et d'influence, tandis que d'autres acteurs régionaux prennent une épaisseur nouvelle.

Nous sommes donc, écrit-il, devant «l'émergence d'une multipolarité active, instable, et potentiellement conflictuelle». Le texte est d'autant plus convaincant qu'il oppose avec clarté deux logiques. Dans «un système hiérarchique», rappelle l'auteur, «la stabilité repose sur un centre de gravité». Dans «un système d'équilibres», au contraire, «elle repose sur des tensions réciproques». Cette distinction donne toute sa cohérence à la réflexion. Dans l'ancien monde, un centre finissait par trancher. Dans le nouveau, personne ne tranche vraiment, chacun bloque un peu, chacun résiste à l'autre, chacun limite l'autre. Les conséquences sont considérables. «Les crises ne sont plus arbitrées rapidement par un acteur dominant», «les conflits deviennent plus longs, plus diffus, plus difficiles à conclure» et «les compromis ne sont plus imposés, mais négociés en permanence». Tout cela résume le climat stratégique contemporain. Il n'y a plus de verticalité claire. Il

y a une horizontalité heurtée, inconfortable, épuisante.

Mais Sofiane Djilali prend soin d'écarter toute lecture angélique de ce basculement. Ce monde d'équilibres n'est pas le monde de la paix automatique. Il peut même être plus dangereux dans sa lenteur, ses ambiguïtés et ses zones grises. «Ce nouvel équilibre n'est pas nécessairement plus pacifique. Il est souvent plus complexe.» La phrase est juste. Sans «arbitre central», les tensions s'installent, les malentendus prolifèrent, les crises locales se mondialisent plus vite, et l'instabilité devient presque une condition structurelle du système. Pourtant, l'auteur note aussi le revers de cette fragilité. Aucun acteur «ne peut aller jusqu'au bout de ses ambitions sans rencontrer des résistances fortes». Voilà pourquoi «la puissance devient relative, distribuée, contrainte». Le monde n'est plus dominé. Il est empêché. Et cet empêchement réciproque devient paradoxalement le nouveau principe de régulation.

La conclusion du texte concentre toute sa force. Sofiane Djilali ne décrit pas l'entrée dans un chaos absolu. Il décrit l'avènement «d'un autre type d'ordre», «moins visible, plus négocié, plus fragile aussi». Ce nouvel ordre ne repose plus sur la majesté d'un centre, mais sur la lucidité forcée des acteurs. La stabilité, écrit-il, viendra de «la capacité des acteurs à reconnaître qu'ils ne peuvent pas tout contrôler». Ainsi, la question du temps n'est plus «qui commande», mais «comment coexister sans basculer». C'est une très belle formule de clôture, et sans doute la clé de tout le texte. Elle dit que le tournant de notre époque n'est peut-être pas seulement militaire ou économique. Il est plus profond. Il touche à la nature même de l'ordre mondial. Nous quittons silencieusement un monde de hiérarchie assumée pour entrer dans un monde d'équilibres contraints.

S. M.

LOI SUR LES POUVOIRS DE GUERRE ET L'IRAN
Echéance critique pour Trump

Le 1er mai 2026 marque une échéance clé pour Donald Trump, concernant la guerre contre l'Iran. Selon la «loi sur les pouvoirs de guerre» de 1973, le Président doit obtenir l'autorisation explicite du Congrès pour prolonger les opérations militaires au-delà de 60 jours. Cette date correspond exactement à 60 jours depuis le début du conflit, obligeant Trump à obtenir un soutien législatif pour continuer les combats, faute de quoi, il devra y mettre fin.

La «loi sur les pouvoirs de guerre», adoptée après la guerre du Vietnam, limite l'implication militaire des États-Unis sans l'approbation du Congrès. Elle exige que le Président informe le Congrès dans les 48

heures suivant le lancement d'une opération militaire et impose un délai de 60 jours pour son maintien, sauf si une prolongation de 30 jours ou une mission plus longue est approuvée par le Congrès. Si Trump ne parvient pas à obtenir l'approbation du Congrès avant le 1er mai, il devra mettre fin aux opérations militaires, sauf s'il justifie autrement sa position.

La guerre contre l'Iran suscite des divisions au Congrès, entre républicains et démocrates. Certains républicains soutiennent Trump, mais d'autres, comme le sénateur John Curtis, exigent l'approbation du Congrès pour une guerre prolongée. Les démocrates s'opposent fermement à l'in-

tervention, soulignant la nécessité d'une surveillance parlementaire et critiquant les coûts énormes de la guerre. Des figures comme Bernie Sanders estiment que cette guerre nuit aux intérêts à long terme des États-Unis.

La guerre contre l'Iran n'a pas de soutien populaire aux États-Unis. Les sondages révèlent une opposition croissante parmi les Américains à l'escalade militaire. Cette désapprobation générale pourrait bien pousser le Congrès à se montrer réticent à donner à Trump le feu vert nécessaire pour prolonger l'engagement militaire. Même certains républicains, qui soutiennent traditionnellement la ligne dure de

Trump, commencent à exprimer des inquiétudes sur la prolongation de cette guerre.

Si le Congrès refuse d'approuver la guerre contre l'Iran, Trump pourrait recourir à l'«autorisation d'utilisation de la force militaire» (AUMF), une loi votée après les attentats du 11 septembre 2001, qui permet au Président d'agir sans déclaration formelle de guerre. Cette loi a déjà justifié des interventions, comme l'assassinat de Qasem Soleimani en 2020. Cependant, utiliser l'AUMF pour poursuivre les opérations en Iran serait contesté, ce qui risquerait d'aggraver les tensions, même au sein de son propre camp.

ÉTUDE SUR LES FRAGILITÉS AMÉRICAINES DE YACINE MERZOUGUI

La dette comme bombe lente du siècle

Une étude qui ne prétend pas annoncer l'apocalypse, mais qui oblige à regarder en face les fissures d'un édifice que l'on croyait indestructible.

Synthèse S.M.

L'étude stratégique de Yacine Merzougui, «Dette totale et risque systémique aux États-Unis, une approche probabiliste intégrée 2026-2030», appartient à cette catégorie. L'objet est clair : comprendre comment la première puissance économique mondiale peut supporter un niveau d'endettement devenu vertigineux, tout en demeurant le centre nerveux de la finance internationale.

L'auteur pose une interrogation simple, presque brutale : comment les États-Unis peuvent-ils continuer à s'endetter «au-delà de tout seuil raisonnable» sans que les marchés, les institutions et les gouvernements n'en tirent toutes les conséquences ? Cette question traverse tout l'exercice intellectuel. Elle ne concerne pas seulement les spécialistes de la dette ou les économistes. Elle touche à l'équilibre du monde, car la dette américaine n'est pas une dette comme les autres. Elle est adossée au dollar, monnaie de réserve internationale, actif refuge, instrument de puissance et colonne vertébrale du commerce mondial.

C'est là que réside le paradoxe central. Pour n'importe quel autre pays, un tel niveau d'endettement serait immédiatement perçu comme un danger majeur. Mais les États-Unis bénéficient encore de ce que l'on appelle le «privilege exorbitant» du dollar. Ils empruntent dans leur propre monnaie. Leurs bons de Trésor restent recherchés. Leurs marchés financiers demeurent les plus profonds du monde. Autrement dit, l'Amérique vit avec une dette immense, mais elle vit aussi avec une capacité exceptionnelle à la faire accepter par le reste de la planète. Toutefois, l'auteur montre que ce privilège n'efface pas le risque. Il le déplace, le retarde, parfois même l'aggrave. La dette publique américaine aurait franchi le seuil des 36 000 milliards de dollars en 2024, soit environ 133% du PIB. Mais l'étude insiste surtout sur une donnée plus large : si l'on ajoute la dette des ménages, des entreprises, du secteur financier et des collectivités, l'endettement total atteindrait 383% du PIB. C'est cette vision globale qui fait l'intérêt du travail. La crise ne viendrait pas forcément d'un seul chiffre spectaculaire. Elle pourrait naître d'un enchaînement entre plusieurs fragilités. Pour rendre l'idée plus pédagogique, il faut imaginer l'économie américaine comme un immense réseau électrique. Tant que chaque ligne tient, le système fonctionne. Mais si une panne touche un point sensible, la surcharge peut se transmettre ailleurs. Une crise bancaire peut devenir une crise budgétaire. Une hausse brutale des taux peut fragiliser les entreprises. Une chute de confiance dans les bons du Trésor peut secouer les marchés mondiaux. Une paralysie politique à Washington peut transformer un problème technique en crise de crédibilité. L'étude



identifie précisément la période 2026-2030 comme une fenêtre critique. Pourquoi ces années-là ? Parce que plusieurs tensions pourraient se rencontrer au même moment. Les États-Unis devront refinancer environ 15 000 milliards de dollars. Le coût de la dette augmente avec la remontée des taux. Les dépenses obligatoires, notamment Social Security, Medicare et Medicaid, pèsent de plus en plus lourd. En parallèle, la polarisation politique américaine rend les compromis budgétaires de plus en plus difficiles. Autrement dit, le pays pourrait être confronté à une contrainte financière forte au moment même où sa capacité politique à décider s'affaiblit.

L'auteur écrit que les grandes ruptures «ne surgissent jamais du vide». Elles s'accumulent en silence, dans les bilans, les dettes souveraines, les déséquilibres géopolitiques. Cette phrase donne la clé du livre. Le risque systémique n'est pas un coup de tonnerre inexplicable. C'est souvent une longue préparation invisible, jusqu'au jour où un événement déclencheur révèle la fra-

gilité de tout. La méthode retenue se veut rigoureuse. L'étude mobilise près de 80 ans de données historiques, des modèles économétriques, des simulations Monte Carlo, des stress tests et des scénarios probabilisés. L'auteur ne propose donc pas une prophétie unique. Il avance trois trajectoires possibles. La première est celle d'une catastrophe systémique, avec une probabilité estimée entre 35 et 45%. Dans ce scénario, une crise de la dette, un blocage politique, un choc bancaire ou une perte de confiance pourraient provoquer une contagion internationale. La seconde trajectoire est celle d'une dégradation tendancielle, moins spectaculaire mais tout aussi préoccupante, avec une Amérique qui éviterait l'effondrement brutal tout en s'enfonçant dans des crises récurrentes.

La troisième est celle d'une résilience transformative, fondée sur la capacité américaine à se réformer, à innover et à restaurer un minimum de consensus politique.

Ce dernier scénario est important, car l'ouvrage ne tombe pas dans le déterminis-

me. Les États-Unis ne sont pas présentés comme une puissance déjà condamnée. Au contraire, l'auteur rappelle leurs atouts : leadership technologique, écosystème entrepreneurial, profondeur des marchés, attractivité des talents, puissance énergétique, institutions encore solides... L'Amérique conserve une capacité rare à se réinventer. Mais cette capacité, avertit l'étude, ne dispense pas de choix difficiles.

La dimension géopolitique occupe également une place centrale. La dette américaine n'est pas seulement une affaire de comptes publics. Elle dépend aussi de la place du dollar dans le monde. Or ce statut est contesté, même lentement. Des pays cherchent à diversifier leurs réserves. Les tensions avec la Chine augmentent. La fragmentation du commerce mondial s'accélère. Le dollar reste dominant, mais sa domination n'est plus un fait naturel et éternel. Elle devient une bataille de confiance.

La Chine, pourtant, n'apparaît pas comme un remplaçant évident. L'étude souligne ses propres faiblesses : dette élevée, crise immobilière, vieillissement démographique, dépendance technologique, contrôle des capitaux, manque de profondeur du marché financier en yuan. En clair, le déclin relatif américain ne signifie pas automatiquement le triomphe chinois. Le monde pourrait entrer non pas dans une succession ordonnée, mais dans une période d'instabilité entre deux géants fragilisés.

L'un des apports majeurs du livre est de lier la finance, la politique intérieure et la géopolitique. Une dette devient dangereuse lorsqu'elle rencontre une incapacité à réformer. Une monnaie dominante devient fragile lorsqu'elle perd la confiance de ceux qui l'utilisent. Une puissance peut rester immense tout en devenant vulnérable si ses contradictions internes se renforcent. C'est ce croisement qui fait la gravité du moment américain. Au fond, Yacine Merzougui ne dit pas que la crise est certaine. Il dit qu'elle devient suffisamment probable pour être prise au sérieux. La nuance est essentielle. Entre l'alarmisme et l'aveuglement, l'étude choisit l'alerte méthodique. Elle rappelle que la dette n'est pas seulement un chiffre inscrit dans des tableaux. Elle est un futur déjà engagé, une promesse faite sur la richesse à venir, un pari sur la confiance des autres. La formule placée au début de l'ouvrage résume l'esprit général : «La dette est l'avenir hypothéqué. Comprendre comment elle s'accumule, c'est déjà refuser de subir ce qu'elle promet.» Ce livre est donc moins un acte d'accusation qu'un appel à la lucidité. Il invite à comprendre avant que le choc ne survienne. À lire les signes avant qu'ils ne deviennent des secousses. À considérer que la puissance américaine demeure immense, mais qu'elle entre dans une décennie où son privilège monétaire, sa cohésion politique et sa discipline budgétaire seront soumis à une épreuve majeure.

S. M.

CRÉSUS

Quotidien national, édité par la SARL CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration
MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SIGNATURE DU DEUXIÈME LOT DE CONTRATS DE RÉALISATION

Le projet Baladna franchit une nouvelle étape

Après une première phase d'investissement de plus de 500 millions de dollars, la deuxième phase se concentre sur le déploiement opérationnel.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a supervisé, jeudi dernier, au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (Alger), la cérémonie de signature du deuxième lot de contrats pour la mise en œuvre du projet agro-industriel Baladna Algérie, dédié à la production de lait en poudre. La signature de ce deuxième lot de contrats, d'un montant supérieur à 635 millions de dollars, marque une étape significative dans l'accélération de ce programme agro-industriel, estimé à 3,5 milliards de dollars. Cette phase est également marquée par le lancement d'un dispositif logistique structurant, reposant sur un pont aérien pour l'importation de cheptel laitier, prévue à partir de novembre 2026.

Dans son discours prononcé à cette occasion, Oualid a souligné l'importance de ce projet ambitieux, l'un des plus importants de production laitière en Afrique, précisant qu'il ouvrira de «grandes perspectives et encouragera fortement les investissements dans les wilayas du Sud». Il a ajouté qu'il s'agit d'un modèle unique au monde pour la transformation de terres désertiques en fermes et unités de production agricole. Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a estimé que la signature de ce deuxième lot de contrats marque «le passage effectif de la phase de planification à celle de l'exécution» et témoigne du «sérieux» des partenaires impliqués. Il a également souligné l'engagement des différents acteurs à réussir ce projet et a annoncé que l'AAPI est prête à



mettre à la disposition des opérateurs économiques et des start-up les opportunités de sous-traitance offertes par ce projet.

ANCRAGE LOCAL

Les contrats signés couvrent des travaux de génie civil, le développement d'infrastructures industrielles et de soutien, ainsi que la mise en place d'unités de production intermédiaires. L'objectif est de sécuriser les conditions d'exploitation à

grande échelle et d'adapter les capacités physiques au calendrier de montée en production. Cette phase II confirme l'ancrage local du projet, avec la participation de sept entreprises algériennes, impliquées dans les travaux du BTP, de travaux publics et de services industriels. Salah Labani, directeur général du Fonds national d'investissement (FNI), a souligné que les contrats signés avec les sociétés algériennes «permettront d'économiser des devises et de stimuler la

production nationale, un pilier essentiel du développement économique».

CONSTITUTION DU CHEPTEL

Dans le cadre de ce projet, un programme d'importation de 30 000 têtes de vache sera lancé sur une période de dix mois, via un pont aérien, à partir de novembre 2026. L'approvisionnement s'effectuera auprès de neuf États américains, permettant de diversifier les sources génétiques et de sécuriser le calendrier de constitution du cheptel. Le recours au fret aérien vise à réduire le temps de transport tout en préservant la santé des animaux.

UN ACTIF STRATÉGIQUE POUR L'ALGÉRIE

Ce projet agricole se déploie sur une superficie de 117 000 ha, avec une capacité d'élevage estimée à 270 000 têtes de bétail. S'inscrivant dans le cadre de la coopération économique entre l'Algérie et le Qatar, il représente un investissement total de 3,5 milliards de dollars répartis sur plusieurs années. Ce projet est réalisé en partenariat entre la société qatarie Baladna et le FNI. Il devrait permettre à l'Algérie de couvrir jusqu'à 50% de ses besoins en lait en poudre, contribuant ainsi à la réduction des importations et au renforcement de la sécurité alimentaire. Il favorisera également le développement de la production nationale de viande rouge. Au-delà des retombées directes en matière d'investissement, ce projet pourrait générer plus de 15 000 emplois et favoriser la montée en compétences des acteurs locaux.

S. Smati

LA DÉLÉGATION EST ARRIVÉE JEUDI

Le Medef à Alger pour un nouveau départ

Une délégation du Medef, conduite par son président Patrick Martin, est arrivée jeudi dernier à Alger pour une visite de deux jours visant à relancer les relations économiques entre la France et l'Algérie. «Je décolle tout à l'heure pour Alger à l'invitation de mon homologue du CREA. Je crois beaucoup à la diplomatie économique. L'Algérie est un partenaire important pour la France : plusieurs milliers d'entreprises sont implantées en Algérie et inversement. C'est un pays proche, doté de réserves importantes et d'un potentiel économique. La proximité et la nécessité de réorienter notre activité économique sont nécessaires aujourd'hui. Alors que le monde se tend, se contracte et se fragmente, nous créons des liens durables, des partenaires d'avenir», a-t-il écrit sur son post facebook avant son départ pour Alger.

LE RÔLE CLÉ DES ACTEURS ÉCONOMIQUES

Le président du Medef a insisté sur la responsabilité des acteurs économiques dans le rapprochement entre les deux pays, soulignant l'importance de la diplomatie économique. Il se rend à Alger dans le but de «redémarrer une coopération» et d'établir un dialogue direct avec les entreprises algériennes. Malgré les tensions diplomatiques

actuelles entre Paris et Alger, les chefs d'entreprises français cherchent à renforcer la coopération dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, de l'agriculture et de l'industrie.

Cette visite intervient dans un contexte où la France, confrontée à une crise énergétique, a un besoin urgent du gaz algérien et d'un marché de 45 millions d'habitants. Plusieurs grands groupes français, tels que TotalEnergies, Vinci, Bouygues et Sanofi, sont particulièrement actifs en Algérie. Du côté algérien, on rappelle que la France dépend de l'Algérie pour sécuriser ses approvisionnements énergétiques et éviter une aggravation de la pénurie de carburants. Cette initiative du Medef est perçue comme une tentative pragmatique de séparer les intérêts économiques des querelles politiques, bien qu'elle suscite des critiques en France, notamment de ceux qui reprochent à Alger son attitude jugée trop dure.

CONTRIBUER AU RAFFERMISSEMENT DES RELATIONS

Avant son départ pour Alger, Patrick Martin a évoqué cette visite sur Radio Classique. «Si je peux apporter ma contribution à cela, ça sera bien», a-t-il déclaré. Accompagné du coprésident français du Conseil d'affaires algéro-

français, Yannick Morillon, mais pas d'une délégation d'entreprises, il a expliqué vouloir «contribuer à ce que les relations se détendent». Il a ajouté : «On sait très bien qu'il y a un froid. Et si le monde des affaires, à sa place, peut contribuer à ce que les relations se détendent, parce que l'Algérie est un partenaire important pour la France d'une manière générale, pour son économie en particulier... Si je peux apporter ma contribution à cela, ça sera bien.» Patrick Martin a conclu en précisant que le Medef «jouera son rôle en contribuant à ce qu'on renoue avec une relation plus apaisée», car il est «indispensable qu'on travaille avec le plus grand nombre de pays à travers la planète, surtout quand ils sont à proximité géographique et culturelle».

Les relations entre la France et l'Algérie ont amorcé un dégel après la visite du ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez, à Alger en février, marquant la reprise de la coopération migratoire et sécuritaire. En mars, les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Jean-Noël Barrot et Ahmed Attaf, se sont rencontrés pour relancer la coopération bilatérale. Malgré des tensions persistantes, notamment sur le Sahara occidental, des signes d'apaisement sont apparus avec la reprise du dialogue entre les diplomates des deux pays.

H. Adryen

PRODUCTION AQUACOLE

L'Algérie vise 20.000 tonnes à fin 2026

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a mis en lumière, jeudi dernier, à Alger, la dynamique de l'aquaculture en Algérie, qui devrait voir sa production doubler pour atteindre 20.000 tonnes d'ici à la fin 2026. L'annonce a été faite lors d'une rencontre nationale avec les cadres du ministère, la CAPA et des professionnels du secteur.

Selon Oualid, la production aquacole a connu une «hausse importante» grâce à l'ensemencement de 80 millions d'alevins de daurade et de loup de mer. Cette opération permettra d'atteindre les objectifs fixés pour la saison actuelle. Le ministre a souligné que cette dynamique améliore l'ensemble du secteur de la pêche, contribuant à satisfaire les besoins du marché national et à stabiliser les prix des produits halieutiques. L'Algérie a récupéré son quota de thon rouge de 2.467 tonnes pour 2026, et le lancement des activités d'engraissement du thon est prévu pour ajouter de la valeur à la production nationale. En matière de coopération internationale, un accord de pêche historique a été signé avec la Mauritanie, permettant aux pêcheurs algériens de pêcher dans ses eaux avec un quota de 30.000 tonnes. Un programme de réhabilitation des récifs artificiels, en partenariat avec le Japon, vise à augmenter la biomasse et les captures marines. Le ministre a aussi annoncé un cadre réglementaire pour soutenir les crédits d'investissement dans la pêche et l'aquaculture. Par ailleurs, une opération pour équiper 1.700 navires de pêche de systèmes de suivi par satellite sera lancée d'ici à la fin 2026, afin de mieux suivre les activités, lutter contre la pêche illégale et améliorer l'organisation du secteur.

PRODUCTION LOCALE DE BATTERIES POUR VÉHICULES Cap sur le made in Algeria

Le ministre de l'Industrie a encouragé les opérateurs du secteur à élargir leur couverture du marché national et à se tourner vers l'exportation, notamment vers le marché européen.

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a souligné, jeudi dernier, la nécessité de développer la production locale de batteries pour véhicules, qu'il a qualifiée d'«industrie stratégique». Cette déclaration a été faite lors d'une visite de travail dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, où il a inspecté une unité industrielle spécialisée.

Au niveau de la zone industrielle d'Aïn M'lila, le ministre a visité l'entreprise Sarl Fabcom New Tech Batteries Plus, une extension qualitative de la société mère Fabcom. Sur place, il a insisté sur l'importance du contrôle qualité pour garantir la conformité des produits aux normes nationales et internationales. Il a également souligné la nécessité d'instaurer une véritable culture de la maintenance industrielle afin de garantir la continuité de la production, d'améliorer la performance et de respecter les exigences environnementales, désormais essentielles dans l'industrie moderne. Dans cette optique, Yahia Bachir a encouragé les opérateurs du secteur à élargir leur couverture du marché national et à se tourner vers l'exportation, notamment vers le marché européen. Il a salué l'expérience de l'entreprise visitée, qui a déjà réussi à exporter ses produits vers plusieurs pays africains, la

qualifiant de modèle d'intégration dans les marchés extérieurs et d'étape prometteuse vers une présence accrue du produit national à l'international. Le ministre a, par ailleurs, rappelé que la compétitivité repose sur l'amélioration de la qualité, le respect des normes et le renforcement des capacités de production. Il a conclu en insistant sur l'importance de développer la sous-traitance industrielle, d'augmenter les taux d'intégration locale et d'accompagner les entreprises nationales dans leur conquête des marchés étrangers. L'objectif est clair : consolider la souveraineté industrielle et bâtir une économie nationale forte, diversifiée et compétitive, tout en soutenant les initiatives créatrices de richesse et d'emplois.

APPEL À UNE MEILLEURE COORDINATION ENTRE L'EXÉCUTIF ET LE PARLEMENT

Parallèlement à ces annonces, le député Ahmed Rebhi a évoqué, sur sa page officielle, les reports successifs de la présence du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, attendu pour répondre à une question orale portant sur le dossier de l'automobile en Algérie. Selon lui, ces reports, après des séances initialement prévues les 9 et 23 avril 2026, soulèvent



des interrogations sur la fluidité des échanges entre le gouvernement et le Parlement. Le dossier en question concerne notamment les mécanismes de soutien accordés à certaines entreprises du secteur automobile, un sujet

débatu depuis plusieurs années et suivi par plusieurs ministres successifs. Le député souligne que cette continuité témoigne de la complexité du dossier et de son importance stratégique. Dans ses déclarations, Ahmed Rebhi rap-

pelle que l'Assemblée populaire nationale (APN) exerce, conformément à la Constitution, une mission de contrôle de l'action gouvernementale. Il appelle ainsi au respect des échéances parlementaires et à un renforcement de la coordination entre les différentes institutions, dans un esprit de coopération et de respect mutuel. Certains députés de l'APN ont exprimé leurs préoccupations concernant les délais de réponse de certains membres du gouvernement aux interpellations parlementaires. Le député représentant la communauté nationale à l'étranger, Abdelouahab Yagoubi, a également fait part de son expérience concernant une question parlementaire restée sans réponse depuis janvier 2025. Sans citer explicitement le ministre concerné, il a évoqué des reports répétés de séances et un déplacement effectué dans le cadre de ses fonctions sans que la séance prévue ne se tienne en raison de l'absence du membre du gouvernement attendu. Le député souligne que le respect des délais de réponse constitue un élément essentiel du bon déroulement du travail parlementaire. Il estime que la régularité des échanges entre le gouvernement et les représentants élus contribue à renforcer la confiance dans les institutions.

I.Khermane

SIAHA 2026

Clôture réussie de la 16^e session

La 16^e édition du Salon international du tourisme, du voyage, du transport, des équipements et des services hôteliers et de restauration Siaha 2026 s'est achevée, jeudi dernier, au Centre des conventions d'Oran, attirant plus de 16 000 visiteurs, dont plus de 80% de professionnels du secteur. L'événement a permis la conclusion de nombreux accords entre compagnies aériennes, agences de voyages, établissements hôteliers et autres acteurs du secteur, visant à promouvoir la destination Algérie. Plus de 230 exposants, venus d'Algérie et de pays comme la Tunisie, la Turquie et l'Espagne, ont participé à l'événement, structuré autour de deux pôles principaux : le tourisme et les équipements hôteliers. Des conférences et des ateliers ont abordé des thèmes comme la numérisation du secteur touristique et le marketing digital.

CODE DES MARCHÉS PUBLICS Soutien accru aux start-ups

Le gouvernement s'apprête à franchir une nouvelle étape dans le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat. Les textes d'application relatifs aux dispositions du nouveau code des marchés publics, visant à faciliter l'accès des start-up à la commande publique, seront prochainement publiés. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale, consacrée aux questions orales, le ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a annoncé que ses services finalisent actuellement les textes d'application de l'article 41 de la loi de finances 2023 relative aux marchés publics. Cette disposition, a-t-il précisé, «ouvrira les portes des marchés publics au profit des start-up». L'article en question prévoit la possibilité, pour les services contractants, de recourir à la procédure de gré à gré simple dans des cas bien définis, notamment lorsqu'il s'agit de promouvoir des start-up labellisées opérant dans les domaines du numérique et de l'innovation, à condition que les solutions proposées soient uniques et innovantes.

UN ÉCOSYSTÈME EN PLEINE EXPANSION

Cette mesure s'inscrit dans une dynamique globale de développement de l'écosystème entrepreneur-



rial en Algérie. Selon le ministre, cet écosystème connaît «une évolution notable» depuis 2020. Le nombre de start-up est ainsi passé de 200 à près de 13 000 à la fin de l'année 2025. Les mécanismes de financement commencent également à porter leurs fruits. L'année 2025 a notamment été marquée par les premières opérations de sortie du Fonds algérien des start-up (ASF) du capital des entreprises accompagnées, après les avoir aidées à franchir avec succès la phase de lancement. Créé en 2020, ce fonds continue aujourd'hui de financer et d'accompagner plus d'une centaine de jeunes entreprises.

Le ministre a, toutefois, appelé à une implication plus forte des entreprises économiques dans le financement des start-up, notamment à travers la création de fonds d'investissement, d'incubateurs et

d'accélérateurs privés.

Dans le même élan, un nouveau label baptisé «entreprise accélérée» a été instauré pour les structures ayant dépassé la phase de démarrage. Par ailleurs, une nouvelle édition du programme Kick Start, dédié à la transformation de projets innovants en start-up, sera lancée dans les prochaines semaines, avec la participation attendue d'au moins cinq incubateurs financés par des fonds publics.

ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS EN DIFFICULTÉ

Concernant les micro-entreprises, le ministre a souligné la transformation du dispositif d'appui à l'entrepreneuriat, désormais conditionnée par une formation préalable au sein de centres de développement de l'entrepreneu-

riat. À ce jour, 300 centres ont été mis en place, dont 110 relevant de l'enseignement supérieur et 180 de la formation professionnelle.

S'agissant des projets en difficulté, les autorités assurent un suivi quotidien basé sur une approche «scientifique» afin d'aider les porteurs de projets à surmonter leurs contraintes, notamment financières. Une plateforme numérique dédiée a recensé environ 11 000 projets en difficulté issus de l'ancien dispositif Ansej. Plus de 10 000 dossiers, soit 90%, ont déjà été traités, la majorité ayant été orientée vers les banques pour un règlement à l'amiable. Dans le détail, 5 200 promoteurs ont obtenu une réponse favorable, tandis que les autres dossiers font encore l'objet d'un examen au cas par cas. Seuls 500 dossiers ont été rejetés, représentant moins de 5% du total.

Par ailleurs, plus de 65 000 projets en difficulté relevant du dispositif Cnac sont actuellement en cours d'étude par l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat Nesda, selon des critères économiques.

À travers ces mesures, les pouvoirs publics entendent consolider un écosystème entrepreneurial en pleine mutation, tout en apportant des solutions concrètes aux porteurs de projets confrontés à des difficultés.

I. K.

DÉCARBONISATION EN AFRIQUE

Sonatrach et la NNPC alignent leurs stratégies

Ce rapprochement s'inscrit dans une stratégie plus large visant à conjuguer performance industrielle et transition énergétique, en misant sur la recherche, l'innovation et les partenariats régionaux.

Le groupe Sonatrach renforce son positionnement africain dans la transition énergétique. Le groupe algérien a conclu un protocole d'accord avec la Nigerian National Petroleum Company Limited afin de développer des solutions de décarbonation et d'innovation dans l'industrie pétrolière du continent.

Signé à Abuja, cet accord prévoit une coopération élargie dans les domaines de la recherche, du transfert de technologies et du développement industriel.

La signature est intervenue en marge de la 3^e réunion du forum des directeurs R&D de l'African Petroleum Producers' Organization, un cadre réunissant les pays producteurs africains autour des enjeux de la transition énergétique.

Cette rencontre a rassemblé des responsables de la recherche et du développement issus des pays membres de l'organisation.

VERS UN PÔLE AFRICAIN DE RECHERCHE ET D'INNOVATION

L'accord dépasse le simple échange d'expertise : il vise la création d'un pôle africain de recherche et d'innovation dans le secteur énergétique. L'objectif est de renforcer l'autonomie technologique du conti-



nent et de réduire la dépendance aux solutions importées.

Le partenariat prévoit notamment, l'intégration de l'intelligence artificielle dans l'analyse des données, la numérisation des

champs pétroliers, la mise en place de systèmes partagés de gestion des données de recherche, et l'optimisation des opérations d'extraction.

Ces outils doivent permettre des

modèles prédictifs plus précis et une meilleure efficacité opérationnelle.

Les deux pays cherchent à concilier réduction des émissions de carbone et valorisation des ressources pétrolières. Le développement de projets de décarbonation et la modernisation des infrastructures figurent parmi les priorités.

UNE AMBITION AFRICAINE DE SOUVERAINETÉ TECHNOLOGIQUE

Au-delà de la coopération technique, cet accord symbolise une volonté de rupture : l'Afrique ne veut plus seulement adopter des technologies étrangères, mais produire ses propres solutions.

Cette dynamique s'inscrit dans une logique de souveraineté technologique et d'innovation endogène.

Le partenariat repose sur la digitalisation et l'intelligence artificielle, l'optimisation de l'exploration et de la production, les projets de décarbonation, et la modernisation des infrastructures industrielles.

Enfin, cette coopération s'inscrit dans une stratégie collective portée par les pays producteurs africains pour mieux répondre aux défis du financement, des technologies et des marchés énergétiques mondiaux.

INDUSTRIE ÉLECTRIQUE

Sonelgaz reprend Electro-Industrie

Le groupe Sonelgaz a acté, mercredi dernier, la reprise de l'entreprise « Electro-Industrie » d'Azazga, spécialisée dans les transformateurs de distribution et les moteurs électriques, dans une opération à forte portée industrielle.

Officialisé lors d'une cérémonie réunissant le Directeur général par intérim de Sonelgaz, Rachid Abdelsamad, le PDG du groupe « Elec Algérie », Mustapha Farfara, ainsi que des représentants des travailleurs et des cadres dirigeants, ce transfert concrétise une orientation stratégique portée par les pouvoirs publics.

Décidée sur proposition de Sonelgaz, cette intégration s'inscrit dans la feuille de route du ministre de l'Énergie et des Éner-

gies renouvelables, Mourad Adjal, qui avait appelé, dès décembre dernier à Tizi Ouzou, à accélérer la finalisation de l'opération. Objectif : renforcer la souveraineté industrielle dans le secteur énergétique et positionner l'Algérie comme acteur compétitif à l'international, notamment sur le continent africain.

Pour Sonelgaz, cette acquisition n'est pas qu'un simple changement de périmètre : elle marque une montée en puissance industrielle. Le groupe entend ainsi accroître ses capacités de production, réduire la dépendance aux importations et mieux répondre à une demande nationale en pleine expansion, tout en soutenant les programmes de raccordement des zones isolées et des pôles économiques.

Du côté des partenaires sociaux, la décision est globalement saluée. Les représentants des travailleurs y voient une garantie pour la pérennité des emplois et une opportunité de développement des compétences, dans un environnement industriel appelé à se moderniser.

Avec ce rachat, Sonelgaz pose un jalon supplémentaire dans sa stratégie d'intégration et envoie un signal clair : l'industrie électrique algérienne entend désormais jouer dans la cour des grands.

Par ailleurs, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu une délégation de la société Verrierie Technique de Blida (VTB), spécialisée dans la fabrication

d'isolateurs en verre pour les réseaux électriques. La rencontre s'inscrit dans le cadre du soutien de l'État aux producteurs locaux, conformément aux orientations du Président Tebboune. Le ministre a souligné l'importance d'accélérer la coopération entre VTB et Sonelgaz, notamment à travers la qualification des équipements de l'entreprise.

L'objectif est non seulement de couvrir les besoins du marché national, mais aussi de renforcer la présence du produit algérien sur les marchés africains, avec l'appui de Sonelgaz internationale.

De son côté, le directeur général de VTB a salué les efforts du ministère et exprimé sa volonté de renforcer le partenariat avec le secteur énergétique.

AFIC12

Un rendez-vous pour l'investissement

Le continent africain s'apprête à accueillir la 12^e édition du Forum Africain de l'Investissement et du Commerce (AFIC12), prévue les 09 et 10 mai 2026 à l'Hôtel Sheraton. Placée sous le thème « Ensemble, ouvrons les marchés », cette rencontre vise à renforcer la

coopération économique et à encourager les partenariats entre les acteurs du continent. Organisé par le Centre Arabo-Africain pour l'Investissement et le Développement (CAAID), l'événement réunira dirigeants, investisseurs et décideurs afin d'explorer de

nouvelles opportunités et de favoriser une intégration économique plus forte en Afrique. AFIC12 se positionne ainsi comme une plateforme stratégique pour le développement des échanges et des investissements sur le continent.

PRODUCTION DE VACCINS INNOVANTS

Une première pour Saidal

Un accord de coopération a été signé, jeudi à Alger, entre le groupe public Saidal et le laboratoire indien de recherche et développement mondial «ONCOSIMIS» ainsi que la société

indienne «Fabtech Technologie», en vue de transférer la technologie pour la production de vaccins innovants en Algérie.

L'accord, dont la cérémonie de signature a été présidée par le

ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Koudri, prévoit un transfert de la technologie innovante au profit du groupe «Saidal», dans le but de maîtriser la production des vaccins

«probiotiques» innovants à usage humain et vétérinaire, pour la première fois en Algérie, selon un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

FITA 2026

Une délégation de la CAPC à Tunis

Dans le cadre des préparatifs de la 9^e édition de la conférence internationale « Financing Investment and Trade in Africa » (FITA 2026), une invitation officielle a été remise au président de la CAPC, Souheil Guessoum, par Mohamed Slim Hafaiedh, vice-président du Tunisia-Africa Business Council (TABC). La CAPC prendra part à cet événement avec une délégation d'entreprises algériennes, réaffirmant son engagement en faveur du développement des échanges, de l'investissement et des partenariats économiques en Afrique. Cette participation s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la coopération économique africaine et d'intégration des entreprises algériennes dans les chaînes de valeur du continent.

MAGHREB LEASING ALGÉRIE

Zied Sdiri, nouveau DGA

Après plus de vingt ans passés au sein d'Amen Bank, où il a notamment dirigé les Centres d'Affaires et accompagné la clientèle corporate, Zied Sdiri a été nommé directeur général adjoint de Maghreb Leasing Algérie (MLA), filiale du Groupe Amen et acteur du leasing en Algérie. C'est ce qu'annonce intéressé dans un post sur son compte LinkedIn. « Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Directoire d'Amen Bank ainsi qu'à la PGI société mère du groupe, pour la confiance qu'ils me témoignent à travers cette nomination. Leur soutien renouvelé et leur vision stratégique ont été des moteurs essentiels tout au long de ma carrière », écrit-il. Il a également salué ses collègues et mentors, tout en exprimant sa joie de rejoindre les équipes de MLA pour ouvrir un nouveau chapitre professionnel.

UN CHERCHEUR JAPONAIS À LA DÉCOUVERTE DU SAHARA ALGÉRIEN

Sur les traces des chameaux

Un chercheur japonais tente de faire parler le Sahara algérien sur une question commerciale majeure.

Un chercheur japonais de l'université de Paris tente de retracer les anciennes routes commerciales sahariennes, d'en décrypter les codes et les caractéristiques. Il se trouve actuellement dans la ville de Djanet. Le chercheur, Yuki Amano, a été accueilli par les notables de la région, selon des images et des rencontres rapportées. Spécialisé dans le commerce saharien ancien, il en a fait le sujet de sa thèse de doctorat à l'université de Paris. Les notables de la ville ont réservé un accueil chaleureux au chercheur venu du pays du Soleil-Levant, comme ils l'ont qualifié, considérant son projet comme une réhabilitation d'une partie du patrimoine saharien oublié, qui a contribué à tracer les routes du commerce mondial. Ils y voient également une quête visant à retrouver «les traces laissées par les pas des chameaux dans les sables du Sahara». Selon leurs déclarations, Amano «n'est pas venu en touriste ni par curiosité, mais en tant que scientifique portant de grandes interrogations», cherchant à redessiner les cartes du commerce saharien ancien et à décrypter les relations tissées par les caravanes tou-



régues avec les habitants de la vallée du Souf au fil des siècles d'échanges. Ce qui rend cette visite exceptionnelle, selon eux, c'est qu'un homme venu de Tokyo cherche

à apprendre de la mémoire du désert ce que les livres n'ont pas conservé. Ils soulignent que «l'histoire locale ne dort plus seulement dans la mémoire des anciens et

sous le sable, mais qu'elle renaît aujourd'hui dans les universités du monde et devient un sujet de recherche académique de haut niveau attirant des chercheurs des quatre coins du globe». Les hôtes du chercheur ont également exprimé leur fierté quant au passé commercial et civilisationnel de la région, affirmant que «notre histoire dépasse nos frontières, et notre désert n'a jamais été une barrière, mais toujours un pont». Ces anciennes routes commerciales ne sont plus seulement un héritage culturel, mais pourraient faire l'objet de nouvelles exploitations dans le monde contemporain, à l'image de l'initiative chinoise dite la Ceinture ou la Route de la soie ou l'ancienne route du sel récemment évoquées, qui traversaient le Sahara algérien. La Route de la soie représente un réseau historique de routes commerciales terrestres et maritimes reliant l'Orient (la Chine) à l'Occident (l'Europe et le Moyen-Orient) depuis le II^e siècle avant J.-C., s'étendant sur plus de 6.400 km. Elle doit son nom au transport de la soie chinoise et a favorisé pendant des siècles les échanges culturels et commerciaux entre les civilisations.

DISPARITION DE DEUX ENFANTS À DJELFA

Les recherches se poursuivent

Les familles et proches poursuivent les appels à l'aide et les recherches sur les réseaux sociaux. La disparition, depuis hier, de deux enfants a été signalée dans la commune de El Guedid, à l'ouest de la wilaya de Djelfa. Il s'agit de Hamdi Mohamed Ayoub (11 ans) et Agagna Walid (12 ans), tous deux élèves en cinquième année primaire. Selon des témoins, les deux enfants auraient quitté leur commune en direction de la ville de Djelfa à bord d'un bus de transport public, avant que leurs traces ne se perdent et que leur destination reste inconnue jusqu'à présent. Les services de la Gendarmerie nationale et de la sûreté de la wilaya de Djelfa ont été alertés, tandis que les familles et proches poursuivent leurs appels à l'aide sur les réseaux sociaux, appelant toute personne disposant d'informations à en informer immédiatement les autorités compétentes.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ET NOYADES

Dix décès en 24 heures

Au moins dix personnes ont perdu la vie durant les dernières 24 heures à la suite de plusieurs accidents de la circulation mais également par noyade, indique un communiqué de la Protection civile. D'après la même source, six personnes sont mortes et 255 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation. Ce n'est pas tout. Quatre personnes sont décédées par noyade. En 24 heures, les éléments de la Protection civile ont mené 3.484 interventions, soit une intervention toutes les 24 secondes.

PROTECTION ET PROMOTION DES DROITS DE L'ENFANT

Le plan d'action national 2026-2030 élaboré

La Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, a annoncé, jeudi à Saïda, l'achèvement de l'élaboration du Plan d'action national pour l'enfance pour la période 2026-2030, visant à renforcer la protection et la promotion des droits de l'enfant dans différents domaines.

Présidant une journée d'étude consacrée à «la protection et la promotion des droits de l'enfant», tenue au siège de la Cour de Saïda, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, Mme Cherfi a indiqué que ce plan, finalisé au cours de l'année en cours, constitue «une étape importante dans le processus de soutien à l'enfance et

d'amélioration de la prise en charge de cette catégorie en Algérie». Elle a ajouté que ce plan représente une feuille de route nationale visant à développer les mécanismes de prise en charge des enfants, soulignant qu'il a été élaboré avec la contribution de divers acteurs du domaine de l'enfance, notamment des secteurs ministériels, des instances nationales, des institutions de l'Etat, ainsi que des organisations de la société civile. La responsable a également indiqué que ce plan comprend un ensemble de programmes destinés à améliorer les conditions de prise en charge des enfants, rappelant que la question de la protection de

l'enfance bénéficie d'un intérêt particulier de la part du président Tebboune, qui accorde une grande importance à la promotion et à la protection des droits de l'enfant. Au cours de sa visite de plusieurs structures à Saïda, Mme Cherfi a appelé, au niveau du centre spécialisé pour la protection des mineurs délinquants, à intensifier les campagnes de sensibilisation et de prévention contre les fléaux sociaux, notamment la toxicomanie.

Elle a également salué, lors de sa visite à la bibliothèque principale de lecture publique Nezzar Abdelkrim, la transformation numérique que connaît cet établissement, estimant

qu'elle permet aux enfants de suivre les évolutions technologiques et de bénéficier de sources de savoir modernes. La visite a également inclus le centre de l'enfance assistée du quartier Ennasr, le service de la maternité et de l'enfance de la polyclinique du quartier 11 Décembre, ainsi que le service de pédiatrie de l'établissement hospitalier Hamdane Bakhta. Mme Cherfi a, en outre, inspecté des classes intégrées destinées aux élèves aux besoins spécifiques et a assisté à des présentations d'activités culturelles et scientifiques réalisées par des élèves de l'école primaire Mouloud Feraoun du quartier Boumerchi.

VOLS DU HADJ 2026

Les préparatifs vont bon train

Une réunion de coordination s'est tenue au siège du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs à Alger, consacrée au suivi des derniers préparatifs relatifs aux vols du Hadj pour la saison 1447H/2026, indique jeudi un communiqué de l'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO). «Dans le cadre du suivi continu des préparatifs en cours pour la saison du Hadj 1447H/2026, le secrétaire général du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Redouane Maache, a présidé, mercredi, une réunion de coordination consacrée aux vols du Hadj, en présence du directeur général de l'ONPO, du président-directeur général d'Air Algérie, ainsi que de représentants des départements ministériels impliqués dans l'organisation de l'opération», précise la même source.

L'ordre du jour de cette réunion a porté sur «l'examen et le suivi des derniers préparatifs relatifs aux vols du Hadj et la coordination des efforts entre les différents secteurs afin d'assurer une préparation optimale, en veillant en



permanence à la protection des droits des pèlerins algériens et à leur garantir toutes les conditions de confort, conformément aux instructions des hautes autorités du pays», lit-on dans le communiqué. Cette rencontre «reflète

la mobilisation des efforts de l'Etat, tous secteurs confondus, en vue de permettre aux pèlerins algériens d'accomplir leurs rites dans les meilleures conditions», conclut le communiqué.

AIN MLILA

La BDL ouvre une nouvelle agence

Dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer sa présence de proximité et à accompagner la dynamique économique locale, la Banque de Développement Local (BDL) a procédé à l'ouverture d'une nouvelle agence commerciale à Aïn Miila. La cérémonie d'inauguration s'est tenue ce jeudi 23 avril 2026, en présence du Directeur général, accompagné d'une délégation, ainsi que du wali de la wilaya d'Oum El Bouaghi et des représentants des autorités locales. «Fidèle à son engagement et à sa stratégie de développement de son réseau, engagée depuis le début de l'année 2026, la banque poursuit ses efforts afin de faciliter l'accès aux services financiers, notamment au profit des particuliers et des opérateurs économiques dans les zones à fort potentiel», a indiqué la BDL dans un communiqué rendu public. Les responsables de l'établissement soulignent que cette initiative «vise également à améliorer les conditions d'accueil et la qualité de prise en charge de la clientèle, à travers une offre intégrée combinant services bancaires traditionnels et solutions numériques modernes». Outre l'amélioration de la qualité de service et le rapprochement avec sa clientèle, la BDL entend, à travers cette stratégie, renforcer ses actions en matière de financement de l'économie et de mobilisation des ressources. «En consolidant sa présence au niveau local, la banque ambitionne d'accompagner davantage les projets d'investissement et d'encourager l'épargne, contribuant ainsi au développement économique aux niveaux local et national», conclut le communiqué.

ÉLECTRIFICATION
À SIDI BEL-ABBES

200 unités industrielles raccordées au réseau

La Direction de distribution de Sonelgaz à Sidi Bel-Abbes a achevé les travaux de raccordement de 200 unités industrielles aux réseaux d'électricité et de gaz au niveau de 4 zones d'activités de la wilaya. Cette opération, effectuée au niveau de 4 zones d'activités de la wilaya, s'inscrit dans le but de soutenir l'investissement local et de dynamiser l'économie régionale, indique jeudi l'entreprise. Elle a concerné les zones d'activités de Belarbi, Tilmouni, El Bouaïch et Ettabia, à travers la réalisation d'importantes infrastructures énergétiques, comprenant plus de 9 km de lignes électriques et près de 5,6 km de réseaux de gaz. Dans le détail, la zone de Tilmouni a bénéficié du raccordement de 71 unités, suivie d'El Bouaïch avec 60 unités, de Belarbi avec 46 unités et d'Ettabia avec 23 unités industrielles, a précisé la chargée de l'information et de la communication, Fouzia Saboundji. Cette réalisation s'inscrit dans la stratégie visant à promouvoir les zones d'activités en tant que leviers du développement local, en favorisant l'implantation des petites et moyennes entreprises (PME) et la création d'emplois durables. Mme Saboundji a indiqué que le raccordement de la zone industrielle de Ras El Ma est en phase finale, dans l'attente de la mise en service du transformateur électrique. Elle a également rappelé que les travaux de raccordement de l'extension de la zone industrielle de Sidi Bel-Abbes ont été achevés au cours des dernières semaines. La wilaya de Sidi Bel-Abbes affiche, par ailleurs, des taux de couverture énergétique élevés, atteignant 97 % pour le gaz naturel et près de 99 % pour l'électricité, contribuant ainsi à l'amélioration du cadre de vie des citoyens et au développement du tissu industriel et agricole de la région.

WILAYA D'ALGER

Rabehi préside une réunion du conseil exécutif

Le ministre, wali de la wilaya d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a présidé une réunion du conseil exécutif, consacrée à l'examen du bilan des requêtes des citoyens durant le premier trimestre de l'année 2026, au suivi de l'exécution des instructions données lors des précédentes réunions et à plusieurs autres dossiers.

C'est ce qu'a indiqué, jeudi, un communiqué des services de la wilaya. La réunion, tenue mercredi soir, a débuté par «l'examen du bilan des requêtes des citoyens durant le premier trimestre de l'année 2026, et le degré d'exécution des instructions données par le ministre lors des précédentes réunions, les services de la wilaya ayant reçu 1045 requêtes, dont 1030 prises en charge, soit un taux de 98%», précise la même source. Intervenant à cette occasion, la déléguée locale du Médiateur de la République a souligné que «les résultats enregistrés sont positifs et en nette amélioration, notamment en ce qui concerne les délais de traitement des requêtes, tout en relevant quelques lacunes au niveau de certaines Assemblées populaires communales (APC)». A cet égard, M. Rabehi a donné «des instructions fermes pour remédier à ces lacunes et les traiter dans les plus brefs délais». Dans le cadre de la poursuite de l'examen des Plans d'occupation des sols (POS) des différentes communes de la wilaya, entamé lors des précédentes réunions, il a été procédé à la présentation «d'études et de propositions de projets de développement touchant divers secteurs dans les communes des Eucalyptus, Souidania, Oued Koriche, et Bologhi-



ne». Le ministre a insisté, à ce titre, «sur l'impératif de se conformer aux dispositions du POS, et du plan d'aménagement et d'urbanisme», note le communiqué. Dans ce sillage, il a mis l'accent sur «l'importance d'aboutir à des propositions concrètes garantissant des conditions adéquates aux citoyens à moyen et à long terme». La réunion a également été consacrée au «suivi de l'état d'avancement des préparatifs des examens du baccalauréat et du bre-

vet d'enseignement moyen (BEM), notamment en ce qui concerne le plan de transport, le raccordement aux réseaux de téléphonie et d'internet, et les opérations d'aménagement interne et externe des centres d'examen». M. Rabehi a insisté, à cet effet, «sur l'impératif de prendre toutes les mesures nécessaires au bon déroulement de ces examens», conclut le communiqué.

LAURÉAT DU PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHERCHEUR INNOVANT

Le Pr Fayçal Kharfi honoré à Sétif

L'université Ferhat-Abbas (Sétif 1) a honoré, jeudi après-midi, le Pr Fayçal Kharfi, lauréat du Prix du président de la République du chercheur innovant, lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté la directrice des études auprès du secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Aïda Saadi Mabrouk, ainsi que des membres de la communauté universitaire, des cadres médicaux et des chercheurs. Cette distinction vient en reconnaissance des efforts scientifiques déployés par le Pr Fayçal Kharfi dans le domaine de l'ingénierie nucléaire et des techniques radiologiques, ainsi que de sa contribution, aux côtés d'une équipe médicale de l'établissement hospitalier spécialisé

(EHS) de lutte contre le cancer de Sétif, au développement de solutions innovantes pour traiter certaines tumeurs cancéreuses en concevant des stents médicaux personnalisés de haute précision.

A cette occasion, le directeur de l'université de Sétif 1, le Pr Mohamed El-Hadi Latreche, a indiqué que ce prix reflète la dynamique que connaît le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et met en avant les compétences nationales et le rôle de l'université algérienne dans la promotion de l'innovation et le soutien des projets ayant un impact sanitaire et économique.

Pour sa part, la cheffe du service de radiothérapie de l'EHS de Sétif, le Pr Khadidja

Boudaoud, a déclaré que les réalisations du professeur Fayçal Kharfi sont «un exemple de travail collectif pour promouvoir la radiothérapie en Algérie, encourageant l'orientation vers la recherche et l'innovation et contribuant à trouver des solutions pratiques aux défis auxquels le pays est confronté, notamment dans le domaine de la santé». Le Pr Fayçal Kharfi, a souligné que cette distinction est «le fruit d'un travail collectif et d'une recherche scientifique continue».

Il a mis en avant «l'importance de l'innovation dans le soutien aux efforts déployés par l'Etat pour lutter contre le cancer et promouvoir le développement national». Le Pr Kharfi, titulaire d'un doctorat en génie nucléaire et spécialisé

dans les applications et technologies en radiologie, a ajouté avoir «développé un produit innovant sous forme de supports pour renforcer la dose de radiation utilisée dans le traitement de certaines tumeurs cancéreuses», exprimant son espoir d'élargir l'utilisation de cette technologie à l'avenir pour traiter différents types de cancers. Il a également indiqué que ce prix, «représente une responsabilité supplémentaire qui engage à continuer de travailler et de développer d'autres solutions innovantes à l'avenir au service du patient et du système de santé national».

Le professeur Fayçal Kharfi, né en 1972 à Sétif, est une compétence scientifique reconnue dans le domaine du génie nucléaire et de la physique.

EL BAYADH

Perturbation de l'AEP

Plusieurs quartiers de la commune d'El Bayadh enregistrent depuis jeudi, des perturbations et des coupures dans l'alimentation en eau potable (AEP). Cette perturbation dans l'AEP est due aux travaux de maintenance programmés, selon un communiqué de l'unité de l'Algérienne des eaux.

La même source souligne que, suite à une panne enregistrée au niveau de la chaîne de production à El Hadjouna, consécutive à une coupure d'électricité

survenue la veille, et en parallèle avec les travaux de maintenance programmés jeudi, par la société Sonelgaz, affectant les forages de M'senouka, des perturbations et des coupures dans la distribution de l'eau potable sont à prévoir. Le communiqué ajoute que la distribution de l'eau reviendra progressivement à la normale après le remplacement du tableau de commande, l'achèvement des travaux de maintenance et le remplissage des réservoirs.



LIBAN

Le cessez-le-feu prolongé

Le Liban, par l'intermédiaire de ses autorités, a demandé un prolongement afin de garantir une stabilisation fragile dans la région.

Les événements internationaux ont pris un tournant décisif, jeudi, avec une annonce significative en provenance de la Maison Blanche : le président Donald Trump a annoncé que le Liban et l'entité sioniste ont accepté de prolonger leur cessez-le-feu de trois semaines supplémentaires. Cette décision intervient dans un contexte de tensions géopolitiques grandissantes et fait suite à une série de négociations diplomatiques intenses auxquelles le président américain a personnellement pris part, en accueillant les ambassadeurs des deux pays.

UNE TRÊVE FRAGILE

Le prolongement du cessez-le-feu vise à préserver les "compréhensions d'avril", un accord de désescalade en vigueur depuis le 17 avril, qui semble être sous le point de s'effondrer sous la pression des incidents militaires récurrents dans le sud du Liban. Le Liban, par l'intermédiaire de ses autorités, a demandé un prolongement afin de garantir une stabilisation fragile dans la région. Mais malgré cet effort diplomatique, la situation sur le terrain reste volatile.

L'armée sioniste a annoncé, dans un communiqué, avoir détruit plusieurs plateformes de lancement de roquettes et tué trois membres du Hezbollah. Ce dernier a réagi en revendiquant une attaque par drone qui a blessé un soldat sioniste, en plus de déclarer que l'attaque contre la ville sioniste de Shitoula était une réponse légitime à des «violations sionistes».

Cette dynamique de "tension gérée" souligne la fragilité de la situation. Les deux parties, bien qu'ayant accepté l'extension



de la trêve, continuent de se livrer à des escarmouches militaires qui compliquent la tâche des diplomates.

LA CRISE DE LA NAVIGATION DANS LE DÉTROIT D'ORMUZ

Parallèlement, le détroit d'Ormuz, au cœur du Moyen-Orient, est devenu le théâtre d'une confrontation directe entre les États-Unis et l'Iran, qui a pris une ampleur significative cette semaine. Dans une déclaration publique, Trump a affirmé qu'une "contrôle total" serait désormais exercé sur le détroit stratégique, par lequel transite une part importante du pétrole

mondial. Le président a ordonné que l'on «ouvre le feu» contre toute personne tentant de poser des mines dans la région, en insistant sur le fait que 75 % des cibles iraniennes avaient déjà été atteintes par les forces américaines.

Le gouvernement iranien, pour sa part, a intensifié ses actions en déployant de nouvelles mines sous-marines et en capturant deux navires porte-conteneurs, en réponse à une opération américaine contre un pétrolier iranien. Ces événements reflètent l'escalade de la guerre des nerfs entre les deux puissances, où chaque mouvement semble destiné à accroître la pression sur

l'autre, tout en mettant en jeu la sécurité mondiale des routes maritimes.

L'ENJEU D'UN ACCORD DURABLE

Au cœur de cette situation géopolitique complexe, Donald Trump a évoqué la possibilité d'un "accord permanent" pour calmer les tensions en mer d'Ormuz. Toutefois, les conditions de cet accord restent floues et dépendent largement de l'attitude de Téhéran. L'Iran semble sceptique quant à l'engagement américain à respecter toute forme de dénucléarisation ou d'accord de coopération régionale, alors même qu'il cherche à renforcer son arsenal militaire dans la région.

Les prochains jours pourraient donc être déterminants pour l'issue de ce bras de fer. Les acteurs régionaux, tout en appréciant la possibilité d'une dé-escalade frontalière au Liban, continuent de se préparer à l'éventualité d'une confrontation ouverte dans le détroit d'Ormuz. Le monde regarde de près, conscient que l'équilibre fragile qui existe entre ces deux fronts pourrait basculer à tout moment.

Alors que la diplomatie semble avoir obtenu un répit temporaire sur la frontière sionisto-libanaise, la menace de conflits ouverts en mer d'Ormuz et au-delà reste omniprésente. Le Moyen-Orient continue d'être une région à haut risque, où chaque action peut entraîner une réaction violente, et où la stabilité demeure aussi incertaine que les engagements diplomatiques. Le défi pour les puissances mondiales et régionales sera d'assurer que ces négociations fragiles ne se transforment pas en un autre chapitre de tensions exacerbées et de confrontations militaires.

R.I/agences

PARLEMENT SYRIEN

Doutes autour du début des premières sessions

Le début des sessions du Parlement syrien (Majlis al-Sha'ab) fait l'objet de vifs débats, notamment en raison des préparatifs inachevés dans la province d'Hassaké, dans le nord-est du pays, qui constituent un des principaux obstacles à son ouverture. Ce débat survient après la déclaration faite par le président syrien, Ahmad al-Shara, lors de la conférence diplomatique d'Antalya, où il avait annoncé que la première session du Majlis al-Sha'ab se tiendrait à la fin du mois d'avril.

Le chercheur Samer al-Ahmad a souligné que la diversité culturelle et politique de la province d'Hassaké ajoute une sensibilité particulière aux élections retardées dans cette région. En effet, la province est soumise à un accord du 29 janvier entre le gouvernement syrien et les Forces démocratiques syriennes (FDS). Selon al-Ahmad, «il pourrait y avoir un retard, comme cela s'est produit récemment avec le refus de remettre les bureaux et le palais de justice à Qamishi», un problème qui nécessite du temps pour être résolu. Les autorités syriennes ne seraient probablement pas tenues par la date initiale annoncée et qu'elles seraient prêtes à accepter un délai supplémentaire. Ces sources prévoient que la première session du Majlis al-Sha'ab pourrait finalement être fixée à la fin de la première semaine de mai.

Le bureau du président al-Shara devrait bientôt annoncer les noms des représentants qu'il a choisis pour occuper un tiers des sièges du Parlement, après la validation des élections dans la province d'Hassaké. Cela permettra de compléter le quorum nécessaire pour que le Parlement puisse débiter ses premières sessions officielles.

NIGERIA

Attaque meurtrière de Boko Haram

Au moins 20 civils ont été tués dans une attaque lancée par des combattants de Boko Haram contre plusieurs villages dans l'État de Borno, au nord-est du Nigeria. L'attaque a eu lieu dans la soirée de mardi et a duré jusqu'au matin de mercredi. Les villages touchés sont situés près de la forêt de Sambisa, un fief traditionnel de Boko Haram.

Les assaillants, arrivés à moto, ont pris d'assaut les villages de Boubago, dans l'État de Borno, et de Mayo Ladi, dans l'État d'Adamawa, avant la prière du soir. Après avoir surmonté la résistance des forces de sécurité locales, ils ont commencé à exécuter les habitants. Un responsable local a rapporté que 11 personnes ont été tuées à Boubago et 9 autres dans la région de Hong, dans l'État d'Adamawa. Les assaillants ont aussi pillé des denrées alimentaires et des biens personnels, incendié des maisons et des commerces, et tué des hommes et des femmes.

Les témoignages d'un survivant indiquent que les terroristes ont tiré de manière aléatoire pendant plus d'une heure, provoquant une panique générale dans les villages. Les forces de sécurité locales, principalement constituées de chasseurs et de comités de vigilance, ont été rapidement débordées par les assaillants, qui étaient mieux armés et en plus grand nombre. Les résistants ont dû fuir pour sauver leur vie.

Face à cette escalade de violence, le Sénat nigérian a convoqué une session où il a exprimé son indignation face à l'at-



taque. Il a demandé au chef d'état-major des armées, le général Olufemi Oloyeye, et aux responsables militaires de mener un audit opérationnel et logistique de l'attaque. Le Sénat a aussi demandé une révision des règles d'engagement, une évaluation de la disponibilité des équipements militaires et un contrôle des failles opérationnelles. Il a insisté sur la nécessité d'une formation continue des forces armées sur la protection des civils et le respect du droit international humanitaire. Par ailleurs, les sénateurs ont abordé la question des 416 otages retenus par Boko

Haram depuis fin mars. Le groupe terroriste a menacé d'exécuter les otages si ses exigences, notamment le paiement de 3,7 millions de dollars, n'étaient pas satisfaites. Une vidéo montrant les otages, capturés lors de l'attaque de la base militaire de Ngoshi en mars, a été diffusée par Boko Haram, menaçant de tuer les captifs dans les 72 heures si ses conditions ne sont pas remplies.

Les autorités nigérianes ont été appelées à intensifier les efforts de libération des otages et à réagir rapidement face aux menaces de Boko Haram.

DÉTROIT D'ORMUZ

La clé des négociations

L'armée américaine se prépare à des actions plus sévères en cas de rupture de l'accord de cessez-le-feu, notamment dans le détroit d'Ormuz.

Les tensions entre les États-Unis et l'Iran continuent d'inquiéter la communauté internationale, alors que la trêve en cours semble de plus en plus fragile. Selon des responsables militaires américains, l'armée américaine se prépare à des actions plus sévères en cas de rupture de l'accord de cessez-le-feu, notamment dans le détroit d'Ormuz, l'une des routes maritimes les plus stratégiques et sensibles au monde.

Des sources militaires ont révélé à la chaîne CNN que des plans sont en cours pour cibler les capacités iraniennes dans le détroit d'Ormuz, si la trêve venait à échouer. Ces options incluent des frappes dites de «ciblage dynamique», visant à neutraliser des installations et des équipements militaires iraniens essentiels. Les objectifs pourraient inclure des vedettes rapides d'attaque, des navires de pose de mines et d'autres équipements non conventionnels que l'Iran utilise pour perturber la navigation dans ce passage clé.

IMPACT SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Les États-Unis craignent que l'Iran utilise sa position stratégique dans le détroit d'Ormuz pour accroître la pression sur l'économie mondiale en perturbant le commerce maritime et les marchés de l'énergie. Les experts estiment que toute fermeture prolongée du détroit aurait des répercussions directes sur les prix du pétrole et entraînerait des coûts énormes pour l'économie mondiale.



Les frappes américaines récentes se sont concentrées sur des objectifs de la marine iranienne, et les premières opérations avaient visé des sites éloignés du détroit, permettant ainsi à l'armée américaine d'étendre son action à des cibles plus profondes dans le territoire iranien. Cependant, les nouvelles stratégies se concentrent désormais sur les passages maritimes eux-mêmes, en réponse aux menaces de l'Iran de perturber la navigation.

Une des préoccupations majeures est le maintien de la capacité de défense de l'Iran dans la région. Des sources ont confirmé que l'Iran possède encore une grande

quantité de missiles de défense côtière et une flotte de vedettes rapides capables de mener des attaques surprises contre des navires commerciaux. Ce facteur complique les efforts des États-Unis pour garantir la sécurité du détroit et rouvrir la voie à la navigation internationale.

UN PLAN POUR FORCER LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS ?

Certains responsables estiment que des frappes militaires isolées ne suffiront pas à rétablir un équilibre dans la région, et qu'un plan plus large pourrait être nécessaire pour forcer l'Iran à revenir à la table

des négociations. En ce sens, des sources ont évoqué la possibilité de frapper des infrastructures à double usage en Iran, telles que des installations énergétiques, pour faire pression sur Téhéran. Trump avait déjà averti qu'une reprise des hostilités pourrait intervenir si les négociations échouaient, et ces menaces sont désormais étudiées dans le cadre des plans militaires.

En revanche, certains hauts responsables américains ont mis en garde contre les conséquences d'une escalade trop rapide, notamment le ciblage d'infrastructures civiles, qui risquerait d'embraser davantage la situation et d'entraîner un conflit plus large dans la région.

UN FACTEUR COMPLIQUÉ

Parallèlement, des analystes soulignent que l'Iran dispose d'une structure politique et militaire fragmentée, ce qui complique les efforts américains pour atteindre une solution durable. Certains responsables militaires américains ont suggéré que l'un des objectifs pourrait être de viser certains dirigeants iraniens perçus comme des «obstacles» à un règlement diplomatique, afin de fragiliser encore plus le régime de Téhéran. Si la trêve entre les États-Unis et l'Iran continue de tenir, les préparations militaires américaines suggèrent que l'administration Trump est prête à envisager des actions plus fermes si la situation venait à dégénérer, et que le détroit d'Ormuz pourrait devenir un terrain d'affrontement majeur dans les mois à venir.

R.I/agences

ÉTHIOPIE

Menaces sur la stabilité et la paix

La situation en Éthiopie, particulièrement dans la région du Tigré, traverse une phase critique avec des tensions croissantes qui menacent l'accord de Pretoria signé en novembre 2022. Cet accord, qui avait mis fin à une guerre civile dévastatrice entre les forces fédérales et la Junte du Front de Libération du Peuple du Tigré (TPLF), visait un cessez-le-feu et l'établissement d'une administration intérimaire dans le Tigré. Cependant, les récentes déclarations du TPLF indiquant son intention de reprendre le contrôle de la région risquent de perturber le processus de paix fragile. L'accord de paix avait pour

objectif de garantir un cessez-le-feu durable et de créer un climat propice à la réconciliation. Toutefois, le TPLF a exprimé son mécontentement concernant des violations de l'accord, notamment le non-paiement des salaires des fonctionnaires et la prolongation du mandat de l'administration intérimaire sans consultation. Ces actions ont renforcé les tensions, et le TPLF a annoncé son intention de reprendre le contrôle du Tigré, cherchant à établir des alliances avec les autres régions et pays voisins.

La situation des Tigréens demeure préoccupante, avec des rapports constants sur des viola-

tions des droits de l'homme. L'organisation Human Rights Watch a dénoncé des détentions arbitraires et d'autres abus graves, parfois qualifiés de crimes contre l'humanité. L'humanitaire est également en crise, avec des millions de déplacés et des besoins immenses. Ces violations renforcent la pression sur le gouvernement d'Abiy Ahmed, notamment au niveau international, où la répression contre les Tigréens est largement critiquée.

PERSPECTIVES DE DIALOGUE INCERTAINES

Les efforts de paix se poursuivent malgré les tensions. Le gou-

vernement a lancé un dialogue national en 2021 pour résoudre les différends internes et promouvoir la réconciliation. Bien que ce processus n'ait pas encore donné de résultats concrets, il reste essentiel pour éviter une guerre totale. Le TPLF, malgré sa participation initiale, réclame des réformes politiques substantielles, notamment en matière d'autonomie régionale et d'intégration politique.

Certains analystes estiment que la solution militaire pourrait être envisagée, mais cela semble de plus en plus difficile à réaliser après les lourdes pertes humaines et matérielles de la

guerre 2020-2022. Une nouvelle guerre aurait des répercussions dramatiques pour l'Éthiopie et la région du Horn of Africa. Ainsi, beaucoup espèrent que le dialogue politique puisse offrir une alternative viable.

La situation géopolitique est compliquée par l'implication de l'Érythrée, qui soutient de facto le gouvernement éthiopien malgré ses relations tendues avec le TPLF. Cette situation est exacerbée par les défis internes de l'Érythrée. De plus, des mouvements séparatistes croissants dans les régions de l'Oromia et de l'Ogaden renforcent les tensions internes en Éthiopie.

IRAK

Le bloc chiite face à un dilemme

La capitale irakienne a été le théâtre, de négociations intenses entre les leaders du bloc chiite «Coordination Framework» concernant la nomination du futur Premier ministre, à la veille de l'expiration de la période constitutionnelle pour la formation du gouvernement, fixée ce samedi.

Les discussions, qui se sont tenues en toute discrétion, ont impliqué plusieurs figures clés du bloc, à savoir Nouri al-Maliki, Qais al-Khazali, Ammar al-Hakim et Hummam Hamoudi. Les sources ont indiqué que les échanges ont principalement porté sur le moyen de surmonter les différends internes concernant la candidature

de Basim al-Badri, actuel président de l'Autorité de la Dépuración et de la Justice.

Al-Badri, qui avait jusqu'à présent récolté 7 voix sur 12 au sein du «Coordination Framework», doit obtenir une majorité absolue de 8 voix pour que sa nomination soit validée. Cette majorité est essentielle pour permettre au bloc de présenter un candidat avec un soutien solide, ce qui pourrait assurer une stabilité politique en Irak, après plusieurs mois de tensions internes. Cependant, la situation reste incertaine. Certaines voix au sein du bloc chiite soutiennent également la reconduction de Mohammed Shia al-Sudani, le Pre-

mier ministre actuel, ce qui complique davantage la situation. Bien que le «Coordination Framework» semble proche d'un accord sur un candidat final, certains observateurs estiment que les dernières heures pourraient réserver de nouvelles surprises, notamment avec un autre compromis qui pourrait émerger de la liste de six personnalités encore en lice.

La question de la nomination du Premier ministre intervient dans un contexte de grande incertitude politique en Irak. Le pays, qui peine à se remettre des violences passées et de la crise économique, attend avec impatience la nomination d'un nou-

veau gouvernement pour tenter de sortir de l'impasse. Les négociations au sein du «Coordination Framework» illustrent bien les tensions internes, mais aussi la volonté de parvenir à un compromis qui pourrait apaiser les fractures politiques qui divisent le pays. Les heures à venir pourraient donc être cruciales pour l'Irak, avec un gouvernement toujours en attente de formation à la veille de la fin de la période constitutionnelle. Le choix du Premier ministre pourrait avoir un impact déterminant sur l'avenir politique du pays, alors que la pression monte pour un règlement rapide de la crise gouvernementale.

MONDIAL 2026

Pas de repêchage pour l'Italie

Alors que certaines spéculations évoquaient une possible invitation de l'Italie pour la Coupe du monde 2026, en remplacement de l'Iran, les autorités italiennes et la FIFA ont fermé la porte à toute dérogation au principe de qualification sportive.

Le débat est clos. L'Italie ne sera pas repêchée pour la Coupe du monde 2026. Le ministre des Sports, Andrea Abodi, a tranché sans ambiguïté, mettant fin aux spéculations nées ces dernières semaines.

« Ce n'est ni possible ni opportun. On se qualifie sur le terrain », a-t-il déclaré, réaffirmant le principe du mérite sportif comme seule voie d'accès au tournoi.

Ainsi, les espoirs d'un repêchage de l'Italie pour le Mondial 2026 sont définitivement écartés. Alors que certaines spéculations évoquaient une possible invitation de l'Italie pour la Coupe du monde 2026, les autorités italiennes et la FIFA ont fermé la porte à toute dérogation au principe de qualification sportive. Le gouvernement italien et les instances sportives rappellent que seule la qualification sur le terrain est envisageable. Rome réaffirme le principe du mérite sportif.

À l'origine de la polémique, une proposition de Paolo Zampolli, relayée par le Financial Times. L'envoyé spécial américain aurait suggéré au président des États-Unis, Donald Trump, et au président de la FIFA, Gianni Infantino, de remplacer l'Iran par l'Italie. Une hypothèse immédiatement rejetée par les autorités sportives ita-



liennes.

Le président du CONI, Luciano Buonfiglio, s'est montré catégorique : « Je me sentirais offensé », excluant toute solution qui contournerait les qualifications.

De son côté, l'Iran affiche sa détermina-

tion à participer au tournoi. La porte-parole du gouvernement, Fatemeh Mohejerani, a confirmé que la sélection nationale se préparait « avec fierté et ambition » pour le Mondial organisé aux États-Unis.

Malgré les tensions internationales, la

FIFA maintient le cap : aucun changement n'est envisagé. Gianni Infantino a d'ailleurs récemment rencontré en Turquie les joueurs et dirigeants iraniens, réaffirmant les garanties nécessaires à leur participation. A cet égard, le secrétaire d'État Marco Rubio a précisé que Washington ne cherche pas à exclure la sélection iranienne de la compétition. Selon lui, les préoccupations concernent uniquement certaines personnes susceptibles d'accompagner l'équipe, et non les joueurs eux-mêmes. Il a insisté sur le fait que les États-Unis ne souhaitent pas pénaliser les athlètes iraniens, tout en évoquant des risques liés à la sécurité.

De son côté, Donald Trump a également assuré que les joueurs ne sont pas visés, malgré ses précédentes déclarations sur les conditions de sécurité pour la délégation iranienne.

Selon le Financial Times, l'initiative de Zampolli s'inscrirait aussi dans un contexte diplomatique, visant un rapprochement entre Washington et Rome. Une piste qui reste, à ce stade, purement théorique.

Conclusion inchangée : pour espérer disputer le Mondial, l'Italie devra passer par les qualifications. Sur le terrain, et nulle part ailleurs.

ALLEMAGNE

Pas de Mondial pour Gnabry

L'attaquant Serge Gnabry s'est blessé à la cuisse droite, souffrant d'une déchirure du muscle adducteur, et est contraint de déclarer forfait pour la Coupe du monde 2026. L'incident est survenu à la veille de la rencontre entre le Bayern Munich et Stuttgart en Bundesliga, match au cours duquel le club bavarois a validé son 35e titre national. Cette saison, l'international allemand a pris part à 37 rencontres toutes compétitions confondues, inscrivant 10 buts et délivrant 11 passes décisives. Avec le Bayern Munich, il totalise 17 trophées, dont la Ligue des champions et la Coupe du monde des clubs.

LÉSION MUSCULAIRE
POUR ESTEVÃO

Mauvaise nouvelle pour la Selecao

L'attaquant brésilien Estevão est sérieusement touché et pourrait être contraint de manquer la prochaine Coupe du monde. Les examens médicaux ont confirmé une lésion musculaire de grade 4 à la cuisse droite, une blessure particulièrement sévère nécessitant au moins trois mois de convalescence.

Selon les informations révélées par The Athletic, la blessure a été diagnostiquée en Angleterre, où le joueur évolue avec Chelsea. Bien que la sélection brésilienne ne communique pas officiellement sur la situation, le staff technique a été informé et l'hypothèse d'une participation au Mondial apparaît désormais très compromise.

Le joueur s'est blessé lors de la rencontre face à Manchester United à Stamford Bridge, samedi dernier (18). Il avait quitté la pelouse dès la 16e minute en boitant visiblement. Après la rencontre, l'entraîneur Liam Rosenior a indiqué que le jeune attaquant était très affecté par cette blessure.

Le Brésil doit débiter sa Coupe du monde le 13 juin face au Maroc, à New Jersey, aux États-Unis.

ARABIE SAOUDITE

Georgios Donis, nouveau sélectionneur

La fédération saoudienne de football a officialisé la nomination du technicien grec Georgios Donis à la tête de la sélection nationale, en remplacement du Français Hervé Renard, démis de ses fonctions à moins de deux mois de la Coupe du monde 2026.

Il s'est engagé avec les « Faucons verts » jusqu'en juillet 2027.

Malgré le départ de Renard, la sélection saoudienne abordera le Coupe du monde 2026 avec une certaine ambition, après avoir validé sa qualification pour une septième phase finale, la troisième consécutive.

Lors du tournoi, l'Arabie saoudite évoluera dans un groupe relevé avec l'Espagne, l'Uruguay et le Cap-Vert.

La mission de Donis sera donc délicate : maintenir la compétitivité de l'équipe et



réussir une performance honorable sur la scène mondiale dans un délai très court.

Tous les regards sont désormais tournés vers les résultats que Donis obtiendra et la

manière dont l'équipe adoptera un nouveau style de jeu. Les supporters suivent avec grand intérêt pour voir quels bénéfices ces changements apporteront à l'équipe. Georgios Donis

est reconnu comme un technicien possédant une vaste expérience dans le monde du football. Au cours de sa carrière, il a travaillé avec des clubs grecs de premier plan tels que l'AEK, le Panathinaïkos, le PAOK, ainsi qu'avec l'équipe saoudienne Al-Fateh. Plus récemment, il dirigeait le club Al-Khaleej, participant à la Saudi Pro League, et a été invité à prendre en charge l'équipe nationale alors qu'il occupait la 11e place avec son club.

Pour information, l'Arabie saoudite se trouve dans un groupe très relevé pour la Coupe du monde 2026. Elle affrontera l'Espagne, le Cap-Vert et l'Uruguay dans le groupe H. Cela impose une pression sérieuse et une grande responsabilité sur le nouvel entraîneur dès les premières épreuves.

COUPE DU MONDE

Amical Irak-Côte d'Ivoire

Invité surprise à la Coupe du monde 2026, l'Irak défiera la France, le Sénégal et la Norvège dans le Groupe I. Mais, avant le rendez-vous planétaire, les Lions de Mésopotamie vont croiser le fer avec un autre mondialiste africain, la Côte d'Ivoire, selon «le quotidien du Sénégal». Après avoir dominé au mois de mars la Corée du Sud (4-0) et l'Ecosse (1-0), les champions d'Afrique 2024 affronteront la France le 4 juin

à Nantes, un match qui avait été confirmé par les deux fédérations. Suivra un match contre l'Irak, le 8 juin à Chicago, a appris Afrik-Foot de source irakienne. Il s'agira de la première confrontation de l'histoire entre Ivoiriens et Lions de la Mésopotamie, ces derniers retrouvant la Coupe du monde quarante ans après leur première et unique apparition, en 1986 au Mexique. Toujours selon la même publication, les

Irakiens débiteront leur séquence de matchs amicaux contre Andorre le 29 mai en Espagne, puis face à la Roja le 4 juin, toujours en Espagne.

Dans le Groupe I, l'Irak sera le dernier adversaire du Sénégal, le 26 juin. Pour préparer cette Coupe du monde, la bande à Pape Thiaw a, de son côté, conclu deux matchs amicaux. Un premier contre les États-Unis, le 31 mai à Charlotte. Puis un second face à l'Arabie saou-

dite quelques jours plus tard, également aux États-Unis.

Outre la Côte d'Ivoire, la France affrontera, quant à elle, l'Irlande du Nord, le 8 juin à Lille. Le programme de la Norvège prévoit un derby scandinave face à la Suède, le 1er juin à Oslo, puis face au Maroc le 7 juin à Harrison, dans l'Etat du New Jersey. Autrement dit, tous les adversaires du Sénégal vont se préparer face à une Nation africaine avant le Mondial.

CHAMPIONNE D'AFRIQUE DE GYMNASTIQUE

L'Algérie qualifiée au Mondial

Un sacre confirmant la montée en puissance de la gymnastique nationale sur la scène africaine et internationale.

Première place historique en équipe pour l'Algérie. L'équipe nationale algérienne féminine de gymnastique artistique (GAF) a réalisé un exploit historique en décrochant, jeudi, la médaille d'or par équipes aux Championnats d'Afrique. Une performance ouvrant la voie aux Mondiaux de gymnastique artistique 2026 à Rotterdam, où l'Algérie sera représentée à la fois en individuel et, pour la première fois, par équipe. Portées par Kaylia Nemour, Djenna Laroui, Louna Hamames-Moallic, Lena Khenoun et Siham Hamidi, les Algériennes ont dominé la compétition avec un total de 151,862 points, devançant l'Afrique du Sud, deuxième avec 146,896 points, tandis que l'Égypte complète le podium avec 141,428 points. Au concours général individuel, Kaylia Nemour remporte l'or et Djenna Laroui le bronze, tandis que Louna Hamames-Moallic termine à la 10^e place avec un total de 45,098 points, réalisant une per-



formance prometteuse qui reflète l'émergence d'une nouvelle génération de gymnastes algériennes.

Kaylia Nemour a contribué à mener l'équipe nationale algérienne vers une performance collective remarquable, après le sacre de l'équipe féminine en compétition par équipes. Dominant largement

la concurrence, déjà médaillée d'or aux Jeux olympiques de Paris 2024 et aux Championnats du monde de Jakarta 2025, elle s'est une nouvelle fois imposée au niveau continental avec un total de 56,498 points, devançant toutes ses concurrentes.

Chez les hommes, le gymnaste Adam Kougat a remporté la

médaille de bronze, décrochant ainsi son billet pour les Championnats du monde prévus à Rotterdam en 2026.

La Fédération algérienne de gymnastique a salué ces résultats, estimant qu'ils reflètent « un grand talent et une forte détermination », affirmant que ces performances portent haut les couleurs de l'Algérie sur les scènes continentale et internationale. À la suite de ce sacre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a félicité jeudi la sélection algérienne féminine pour avoir remporté le championnat d'Afrique de gymnastique, ainsi que la championne Kaylia Nemour pour son titre individuel. Il a écrit sur ses réseaux sociaux : « Mille félicitations aux dames algériennes pour avoir remporté le championnat d'Afrique de gymnastique, et mille félicitations à la championne Kaylia Nemour pour son titre africain individuel. Vous avez fait honneur à l'Algérie, qui est toujours fière de vous. Davantage de réussite, incha'Allah.

U23

Un nouveau stage en mai

La sélection nationale des moins de 23 ans a clôturé, jeudi 23, son stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa. Ce regroupement était dédié aux joueurs évoluant dans le championnat national. Un stage clôturé par un match d'application sur l'un des terrains du centre face à l'ES Ben Aknoun, pensionnaire de la Ligue 1. La rencontre s'est soldée par une victoire des Verts (2-0). Lors de cette opposition, le staff technique a offert du temps de jeu à l'ensemble de l'effectif, en alignant une équipe différente à chaque mi-temps, dans le but d'évaluer les qualités individuelles et collectives des joueurs présents durant ce stage. Les joueurs ont quitté, hier, le centre pour rejoindre leurs clubs respectifs et poursuivre la préparation de la suite du championnat. À noter que l'équipe olympique entamera un nouveau stage avec un autre groupe de joueurs locaux, prévu du 10 au 13 mai, toujours au Centre technique national de Sidi Moussa.

DORTMUND SÉCURISE L'AVENIR

Benkara prolonge

Le Borussia Dortmund va prolonger Elias Benkara (18 ans) jusqu'en 2029. Le jeune défenseur central, courtisé par plusieurs clubs européens, a choisi de rester pour poursuivre sa progression au BVB. Arrivé de Mayence en 2021, il s'est imposé avec la réserve et a déjà été appelé avec les pros en Bundesliga et en Ligue des champions. Le club voit en lui un talent d'avenir important dans sa stratégie de formation. En parallèle, Dortmund continue de sécuriser ses jeunes joueurs prometteurs.

FINALE DE COUPE D'ALLEMAGNE

Bouanani défie le Bayern

Entré en jeu à la 118^e minute, Badredine Bouanani a été le grand artisan de la qualification du VfB Stuttgart pour la finale de la DFB-Pokal, jeudi soir, aux dépens du SC Freiburg.

Longtemps bousculés et menés après un but précoce, les Stuttgartois ont trouvé les ressources pour revenir à hauteur à la 70^e minute, arrachant ainsi la prolongation au terme du temps réglementaire. Alors que la séance de tirs au but se profilait, Bouanani a fait basculer la rencontre. À peine entré, l'international algérien a délivré une passe décisive à Tiago Tomás, auteur du but victorieux dans les derniers instants de la prolongation. Grâce à ce succès, Stuttgart décroche son billet pour la finale, prévue le 23 mai prochain, où il retrouvera le FC Bayern Munich. Un rendez-vous de prestige pour Bouanani, appelé à confirmer face au géant bavarois.

COUPE D'ALGÉRIE (DAMES)

JSK-Afak Relizane, une affiche au sommet

La ville de Blida vibre au rythme du football féminin, à l'occasion des finales de la Coupe d'Algérie 2026, prévues au stade Mustapha Tchaker. Dans la catégorie seniors, la finale opposera, aujourd'hui, la JS Kabylie à Afak Relizane, dans un duel qui s'annonce particulièrement indécis.

Tenante du titre, la JS Kabylie tentera de conserver son trophée, tandis qu'Afak Relizane cherchera à reprendre la couronne.

Naïma LAOUADI, entraîneure de la JS Kabylie, insiste sur l'importance du fair-play : « Heureuse d'atteindre la finale pour la deuxième fois consécutive. Nous affronterons une équipe expérimentée comme Afak Relizane. Les chances sont équilibrées et le plus important reste le fair-play. Nous appelons également les supporters à venir nombreux pour encourager les deux équipes. » Tandis que Ahmed Mouaz,

entraîneur d'Afak Relizane, s'attend à une rencontre serrée : « Ce sera une rencontre intense et disputée, les deux équipes se connaissent bien, ce qui rend les chances égales et la finale ouverte à tous les scénarios. Nous espérons être à la hauteur et offrir un match digne de cet événement. »

Chez les U20, la finale mettra aux prises Afak Relizane et la JS Kabylie.

Sacré en 2024, Afak Relizane vise un nouveau titre, tandis que la JS Kabylie atteint pour la première fois la finale dans cette catégorie, avec l'envie de marquer l'histoire. A cet égard, Faïza Messour, entraîneuse d'Afak Relizane, souligne l'incertitude propre à la compétition : « Je suis heureuse d'atteindre la finale. En Coupe, il n'y a ni favori ni outsider, les surprises sont toujours possibles. Nous nous sommes bien préparées et espérons offrir un beau



spectacle dans un esprit sportif». Rabah YOUNI, entraîneur de la JS Kabylie, met en avant le parcours de son équipe : « Nous sommes fiers d'atteindre notre première finale en U20. Le parcours n'a pas été facile, surtout que nous avons disputé tous nos matchs à l'extérieur. Nous avons travaillé sur l'aspect mental et tactique. Nous

sommes prêts et conscients de la difficulté, mais notre ambition est grande. » La bal a été inauguré jeudi par la victoire de l'Olympique Akbou dans la catégorie des U20 en dominant largement le Widad de Tissemsilt (4-0).

Hier, l'Association d'Alger Centre a croisé le fer avec le CF Akbou.

OPÉRÉ DE L'ÉPAULE

Fin de saison pour Mandrea

Blessé à l'épaule lors d'un entraînement avec le Stade Malherbe Caen, Anthony Mandrea est contraint de mettre un terme à sa saison. L'international algérien souffre d'une luxation et doit subir une opération dans les prochains jours, ce qui l'empêche également de participer à la Coupe du monde avec l'Algérie.

Présent lors du dernier rassemblement des Fennecs, le portier de 29 ans figurait dans les plans du sélectionneur Vladimir Petković. Son forfait a été confirmé par son entraîneur en



conférence de presse, qui a indiqué que « sa saison est terminée » et qu'il ne serait pas remis à temps.

International à 21 reprises, Mandrea avait retrouvé la sélection après plusieurs mois d'absence. Ce nouveau coup dur intervient dans un contexte déjà compliqué pour l'Algérie, également touchée par la blessure d'autres joueurs à ce poste.

L'Algérie évoluera dans le groupe J de la Coupe du monde, aux côtés de l'Argentine, de la Jordanie et de l'Autriche.

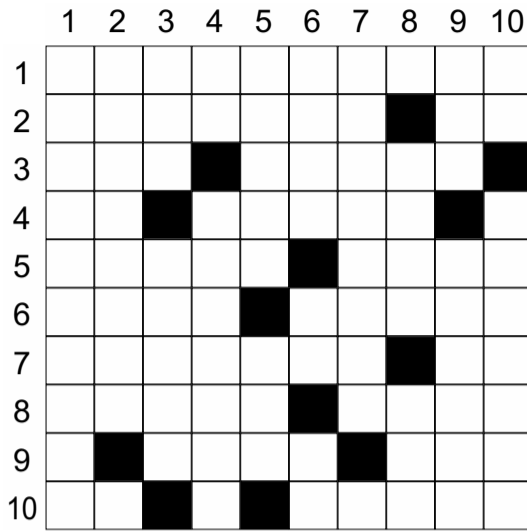
DÉCÈS DE M'HAMED MEKIRICHE, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA FAF

Les condoléances de Walid Sadi

L'ancien Président de la Fédération Algérienne de Football (FAF), avril 1986 à Juillet 1987, M'hamed Mekiriche, est décédé.

En cette douloureuse circonstance, le président de la FAF, Walid Sadi, a présenté ses condoléances à la famille du défunt. « Au nom des membres du Bureau Fédéral, le Président Walid Sadi adresse ses condoléances les plus attristées à la famille du défunt. Puisse Dieu, Le Tout Puissant, l'accueillir en Son Vaste Paradis et accorder à son âme le repos éternel. À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons », lit-on dans le communiqué publié par l'instance fédérale.

Mots Croisés



Horizontalement

1- Règles de cérémonies. 2- Temps indiqué - Aperçu. 3- Quart chaud - Léser. 4- Petite révolte - Monument. 5- Inflammation - Unie. 6- Sur le tapis - Brises. 7- Point culminant du monde - Champion. 8- Empereur romain - Souillé. 9- Avant le saut - Etendue d'eau. 10- Fait rêve - Drap de malade.

Verticalement

1- Individus excentriques. 2- Dans une imprimerie. 3- Monnaie d'Europe - Rivière des Alpes. 4- A toi - Stéroïdes. 5- Enduites - Source d'administrateurs. 6- Osée - Versus - Caprice d'enfant. 7- Fleurs odorantes. 8- Filtre naturel - Esprit. 9- Notre mère à tous - Exposés. 10- Connu - Titre de noblesse.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Laugarithmique
Logarithmique
Logarithmic
Logarithmique

Pécunière
Pécuniaire
Pécunniare
Picuniaire

Taupinambour
Topinambour
Topynambour
Topinonbour

Vélo-moteur
Velomoteur
Véломoteur
Velo-moteur

Les mots fléchés

ANGE BRUIT D'UN MOTEUR	TRÈS BONS COPAINS ARBRES FRUITIERS	SAPAS FONDÉE	ASSUJETTIR IL SE FAIT PRIER	RÉVOLTE EN RUE	NATIONS UNIES PÉRIODE CHAUDE	AGACER
HURLANTS ATTRAPA				BOÎTE À LUNETTES SYMBOLE DU LITHIUM		
12 MOIS IL EST PARFOIS VERNIS	...EST-TU LA ? RELATIVE À UN LIEU		CHOISIE PAR VOTE EMPESTA		PETITE MAISON	
		RAYONS INVISIBLES MOT D'HÉSITATION		TABLE DE BOUCHER SANG		
SCIENCE ÉCOURTÉE CREVASSÉE		DÉTESTER ÉVITE HABILLEMENT		IL PARFUME LE GIGOT DÉGRADATION		
			ENTRE JAUNE ET ROUGE EXISTES			
GLOUSSÉ	DIT BONJOUR SÉPARATION			COUTUMES CONSISTANT	MÉTAL PRÉCIEUX TEL L'AIR MARIN	
	PARCOURU DES YEUX LIEU DE TRAVAIL		POLITICIEN FRANÇAIS ÉBAHIS			BIEN EMBOÎTÉ
PAYS DES TÊTES BLONDES À NOUS			OS DE LA JAMBE DANS LE VENT			
		GUETTA TRESSÉE		PARADIS SÉCURITÉ		
PLANTE ET ÉTOFFE GUIDANT		PARFUM DE PASTIS SYMBOLE DU NICKEL			ET LE RESTE PARCE QUE	
			LIQUIDE MÉTRO À PARIS		DEMI TATA DÉBIT DE BOISSONS	
PROFESSION VENU AU MONDE				ENSEMBLE D'ASCENDANTS ŒUVRE DE MAÇON		
	DO D'AVANT	METTRA EN TERRE À INTÉRIEUR DE				MOT DE LIAISON
GRAND NOMBRE ESPÈRE			PÉRIODE DE MONTE		MÉTAL GRIS- BLANC	
			REPOUSSÉ			

BIFFE-TOUT

EN 10 LETTRES :

Capitale de la Slovaquie

ALBATROS	ENJOINDRE	PÉCUNIAIRE
ARRONDI	ENVIE	PESTIFÉRÉ
BISMUTH	EPHÉMÉRIDE	PINSON
BLOCUS	FATALISME	PROGRAMME
BONBON	FLORIN	RABAIS
BRINDILLE	FOIREUX	RARETÉ
BROCOLI	FRAISAGE	RICOCHET
CALCUL	FROTTOIR	SAHÉLIENNE
CARYOTYPE	GÂCHIS	SAHRAOUI
CHAIR	GUADELOUPE	SKATEBOARD
CHoyer	JOUFFLU	SPÉCIMEN
CONDUITE	LOUXOR	STÉRÉOTYPE
CONFISEUR	MINARET	SUBALTERNE
DALLAS	OISIVETÉ	TARTAN
DÉTOUR	PALOURDE	TORÉADOR
DISTRICT	PATIENT	TRÉSOR
DUBLIN	PATRONYME	USTENSILE
ECOSSAIS	POSTE	

P	E	C	U	N	I	A	I	R	E	E	P	Y	T	O	E	R	E	T	S
E	E	L	I	S	N	E	T	S	U	E	M	S	L	I	T	A	T	A	F
N	E	F	B	F	N	F	G	S	I	C	C	D	L	R	A	R	F	R	E
J	C	A	R	V	O	A	L	U	K	O	O	A	R	I	R	T	I	S	
O	O	M	I	A	C	I	O	O	N	A	U	N	R	L	O	A	B	C	T
I	S	E	I	H	I	A	R	F	R	X	T	O	D	T	L	R	H	O	I
N	S	C	I	N	R	S	I	E	O	I	N	E	T	U	O	A	R	C	F
D	A	S	A	H	A	S	A	R	U	D	N	O	B	C	I	U	S	H	E
R	I	E	A	L	E	R	C	G	I	X	I	N	O	O	T	E	E	R	
E	S	S	D	U	C	H	E	I	E	R	T	L	O	T	A	N	E	T	E
E	T	O	R	I	O	U	N	T	R	E	I	N	E	B	N	R	N	S	E
P	C	S	I	Y	R	I	L	O	U	H	D	D	E	E	N	E	D	O	M
Y	R	E	S	L	E	D	N	T	L	R	R	I	I	M	O	S	R	P	Y
T	R	R	A	B	I	A	M	U	O	O	F	L	U	I	T	U	B	T	N
O	T	E	U	B	E	V	M	E	S	S	E	F	C	O	C	A	A	A	O
Y	S	D	T	R	A	S	E	E	H	H	N	E	U	O	L	R	P	B	R
R	I	L	O	E	I	I	R	T	A	P	P	I	L	O	T	A	A	L	T
A	D	T	V	B	R	T	S	S	E	S	E	B	P	A	J	A	P	A	A
C	P	R	O	G	R	A	M	M	E	B	R	I	N	D	I	L	L	E	P
S	U	B	A	L	T	E	R	N	E	E	P	U	O	L	E	D	A	U	G

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

REZDECHAUSSEE - FEINTER - PAON - GIRO - SPRINT - NOTEES - LIS - MI - ILLEGITIME - TREILLIS - SAS - AIE - MES - SOS - OPTES - BETAIL - ANARS - CREANT - RA - DRUS - TAS - ANTITOUT - TELE - AIT - REER - SIC - UR - REEL - OC - ET - GRISE - PUIS - DUOS - SPASMES - EDEN - ARSENIC - ARA - ENNUI - TRI.

VERTICALEMENT

DEFINITION - NARGUER - ZERO - REPARTI - RODA - IDIOTE - TRAITRISE - EN - ELIMES - ES - NE - ACTUELLES - DOREES - HE - SELS - CRUEL - PAN - PARS - GI - BRUTE - PARU - PLISSEES - ROUSSI - ESPRIT - OTA - CIME - SAISSANTES - SENT - NEON - MA - ITALIE - SIR - ENTRESOL - SECTE - CI.

MOTS CROISÉS

Horizontalement

1- DOYENNETE. 2- ETETE - LUTE. 3- TINAMOU - OS. 4- ET - MORDONS. 5- CELE - NEP. 6- ANGE - API. 7- IMITA - BRAS. 8- VIN - IULES. 9- EREINTE - SU. 10- SERRE - TRES.

Verticalement

1- DETECTIVES. 2- OTITE - MIRE. 3- YEN - LAINER. 4- ETAMENT - IR. 5- NEMO - GAINÉ. 6- ORNE - UT. 7- ELUDE - BLET. 8- TU - OPERE. 9- ETON - PASSE. 10- ESSAIS - US.

4x4

Froissure - Scolopendre
Crânien - Défonçage

BIFFE-TOUT : CRAVATE



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10

NOSTALGIE ET SAGESSE

La chanteuse, Nadia Ben Youssef, a évoqué avec émotion ses souvenirs d'une enfance simple, marquée par la joie, la patience et la satisfaction des petites choses, en soulignant que la richesse matérielle d'aujourd'hui n'apporte pas toujours le bonheur ni la gratitude. Un témoignage sincère qui oppose la sobriété enrichissante du passé à une modernité marquée par l'insatisfaction. Avec plus d'un million de vues, beaucoup d'internautes saluent un discours authentique et lucide, tandis que d'autres y voient une idéalisation excessive du passé.



7/10

SOOLKING ENFLAMME LES FLAMMES

Le chanteur algérien Soolking a électrisé le public en interprétant son titre phare «Guerilla», lors de la cérémonie des Flammes. L'ambiance était survoltée, les fans reprenant en chœur chaque parole dans une énergie débordante. Avec plus de 93k vues, les fans saluent une performance explosive et une connexion exceptionnelle avec le public.

9/10

ACCENT ALGÉROIS ASSUMÉ



La ministre tchadienne des Transports, Mme Fatima Goukoni Weddeye, a récemment confié être née en Algérie, où elle a vécu près de vingt ans, notamment à Kouba (Alger). La séquence, devenue virale avec plus de 737k vues, a suscité de nombreuses réactions d'internautes, plusieurs soulignant qu'elle possède un accent typiquement algérois.



6/10 ÉCRIVAIN ALGÉRIEN AUX USA

Installé depuis plusieurs décennies aux États-Unis, l'écrivain algérien Djamel Sassa, rencontré à South Philly par le journaliste Yasser Lorabi, s'est imposé dans la littérature jeunesse anglophone. Son parcours débute à l'université de Philadelphie, lors d'un stage en école primaire qui révèle sa passion pour l'éducation et les enfants. Il publie aujourd'hui 7 à 8 ouvrages, dont «The Brave Elephant» et «The Rooster and the Clock», destinés aux plus de dix ans et axés sur l'apprentissage et l'imaginaire. Ses livres sont vendus sur Amazon et Walmart, disponibles aussi en audio sur YouTube, et présents dans des bibliothèques américaines, dont la Library of Congress. L'auteur revendique fortement son identité algérienne et souhaite inspirer les jeunes lecteurs avec une démarche éducative. Avec plus de 90k vues, les internautes manifestent fierté, en saluant son parcours inspirant et éducatif.

8/10 CINÉMA
ET TOURISME

La Tunisie mise sur son patrimoine cinématographique lié à «Star Wars» pour dynamiser son tourisme. Des sites du sud comme Tozeur, Nefta et Matmata, anciens décors de tournage, sont rénovés et valorisés afin d'attirer les fans de cinéma et de culture pop. Cette stratégie s'inscrit dans le «set-jetting», où les voyageurs visitent des lieux de films, avec des expositions et initiatives culturelles pour enrichir l'expérience touristique. Avec plus de 160k vues, beaucoup d'internautes saluent une idée innovante qui modernise l'image du pays, tandis que d'autres estiment que le potentiel touristique devrait aussi miser sur le patrimoine local authentique.



5/10 RÉCRÉ SANGLANTE

Un drame a secoué la ville d'Aïn Beïda, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, où un élève du lycée Asma a perdu la vie après une altercation avec un camarade. La victime, prénommée Tim, qui est en classe de 2e année secondaire (sciences expérimentales), venait de passer un devoir de physique. Une discussion autour du sujet aurait dégénéré en violence, menant à un acte fatal. Malgré l'intervention du personnel éducatif et l'arrivée de la protection civile, le décès a été constaté. Le suspect a été remis aux services de sécurité pour enquête. Avec plus de 80k vues, les internautes expriment choc et indignation, appelant à renforcer la prévention de la violence en milieu scolaire. Ce drame met en lumière de graves lacunes dans la gestion des conflits en milieu scolaire et l'insuffisance des dispositifs de prévention de la violence entre élèves.

4/10 ICÔNES À ANNABA



Les images de Salah Aougrout et Bahia Rachedi, lors de leur arrivée à la 6e édition du Festival du Film Méditerranéen d'Annaba (du 24 au 30 avril 2026), ont dépassé les 74k vues. Les internautes saluent la présence marquante de ces deux figures du cinéma, estimant qu'elle insufflé une forte énergie à l'événement, tout en leur adressant des vœux de rétablissement et un retour prochain à l'écran.

3/10

PRESSON SOCIALE INTRUSIVE

L'influenceuse et actrice Mounia Benfaghouel a attiré l'attention sur une pratique sociale répandue en Algérie consistant à interroger les jeunes mariées sur une éventuelle grossesse, une question souvent perçue comme gênante et indiscreète. Avec plus de 37k vues, les réactions oscillent entre soutien à la dénonciation de cette intrusion et défense d'une tradition jugée «normale» par certains. Cette habitude reflète une pression sociale forte autour de la maternité immédiate après le mariage, réduisant la femme à son rôle reproductif. Elle illustre un manque de respect de l'intimité et des choix personnels des couples.

2/10 LIVRE DE BUFFON :

«LE COUP DE TÊTE DE ZIDANE» ÉVOQUÉ

Dans son livre «Saved», Gianluigi Buffon revient sur la finale du Mondial 2006 et le coup de tête de Zidane donné à Materazzi. À 15 m, il affirme être le seul témoin, entend le choc et alerte l'arbitre, ce qui conduit à l'expulsion de Zidane. Buffon se dit partagé entre son rôle dans l'action et la tristesse de voir Zidane finir ainsi sa dernière finale. Partagés entre admiration pour Buffon et tristesse pour Zidane, beaucoup d'internautes voient une finale injustement marquée par ce geste. Une publication sur le sujet a accumulé plus de 400 réactions.

1/10

CONSTANTINE ÉMERVEILLE

En visite dans le nord-est de l'Algérie, l'ambassadeur d'Autriche Wolfgang Spadinger a été profondément impressionné par la ville de Constantine. Selon l'ambassade d'Autriche, il a été «littéralement fasciné» par sa situation géographique unique, ses ponts suspendus et son riche patrimoine historique, dont le Palais du Bey et ses monuments emblématiques. Il a également échangé avec les autorités locales sur la culture et les transports, notamment le téléphérique réalisé par une entreprise autrichienne.

La visite s'est poursuivie à Djebel El Ouahch et à Guelma, où il a découvert des sites naturels et thermaux, dont Hammam Meskhoutine et ses sources extrêmement chaudes, illustrant le potentiel touristique important de la région. Avec près de 350 réactions, les internautes saluent une belle mise en valeur de l'Algérie et espèrent davantage de visites diplomatiques similaires.

HUMEUR

L'AMÉRIQUE, UN MENSONGE EN HABITS DE LUMIÈRE

On nous avait vendu l'Amérique comme on vend une apparition. Une terre levée au-dessus des fatalités, un grand théâtre de lumière où chacun pouvait entrer pauvre et sortir légende.

Par S. Méhalla

C'était le pays du possible, du recommencement, de la seconde naissance. Pour des générations entières, les États-Unis ne furent pas seulement une puissance. Ils furent une promesse. Une religion profane. Une fabrique de vertige. Hollywood tournait et le monde rêvait. Les visages de cinéma remplaçaient nos saints et nos imams. Les actrices devenaient des constellations. Les acteurs prenaient la dimension des dieux de poche. L'écran projetait moins des films qu'une manière d'hypnotiser la planète. Et puis il y avait «Dallas». «Dallas» et son pétrole en costume. «Dallas» et sa vulgarité dorée. «Dallas» et cette pédagogie du clinquant qui apprenait aux peuples à confondre richesse et grandeur, accumulation et civilisation. On nous vendait des villas, des épaules carrées, des voitures interminables, des piscines bleues comme des mensonges neufs. On nous vendait une beauté manufacturée que nos rues ne connaissaient pas. On nous vendait le succès comme une simple affaire d'audace, comme si l'histoire n'était qu'un escalier mécanique et non une guerre sociale permanente. On nous vendait le possible parce que, chez nous, on s'était parfois habitué à l'impossible. Nous avons longtemps regardé ce pays comme on regarde une vitrine en oubliant l'arrière-boutique. L'Amérique fut la plus grande entreprise de séduction politique jamais déployée par un empire moderne. Elle n'occupait pas seulement les territoires, elle occupait les imaginaires. Elle n'envoyait pas seulement des soldats, elle expédiait des chansons, des séries, des jeans, des



refrains, des blondes inaccessibles, des muscleds de studios, des héros en Technicolor. Elle endormait les consciences à l'opium du rêve pour mieux installer sa domination dans les têtes avant de la consolider sur les mers, dans les banques et les puits de pétrole. Le génie américain fut d'abord celui du décor. Faire oublier la soute par le lustre du salon. Faire oublier la poussière du massacre sous le maquillage du mythe. Faire passer la rapine pour de l'aventure, l'écrasement pour de la liberté, la prédation pour de la prospérité. Il fallait que le monde admire pour qu'il ne voie pas. Or, dès qu'on gratte le vernis, quelle apparition surgit. Une Amérique moins impériale que brutale, moins civilisatrice que cowboy, restée au fond fidèle à ses réflexes des saloons. La main sur le colt, l'œil sur la caisse, la morale dans la poche arrière. Un pays

qui parle de droit en serrant son arme, qui invoque la paix en alimentant les guerres, qui bénit le commerce en pratiquant le pillage avec l'air offensé des bienfaiteurs incompris. Sous le smoking de Wall Street, on retrouve souvent le bandit de grand chemin. Sous le drapeau, le coffre-fort. Sous le sermon démocratique, la vieille concupiscentie impériale. L'Amérique n'a pas seulement aimé l'argent. Elle a aimé ce que l'argent permet de faire aux autres. Acheter. Soumettre. Punir. Renverser. Affamer. Récompenser. Corrompre... Le Golfe a vu passer son avidité, l'Afrique ses appétits, le Venezuela ses griffes. Partout la même liturgie. Parler de stabilité, repartir avec le butin. Promettre l'ordre, organiser la dépendance. Vanter le modernité, laisser derrière soi des ruines bien comptées. Et voici que l'empire vacille. Non

pas l'empire officiellement proclamé, car les États-Unis ont toujours préféré le masque de la vertu au visage nu de la domination. Non pas César disant je suis César, mais le marchand jurant qu'il ne fait que rendre service pendant qu'il vide l'entrepôt. Ce qui tombe aujourd'hui, ce n'est pas seulement une suprématie géopolitique. C'est un prestige. C'est une mise en scène. C'est le monopole du récit. Le monde commence à voir que le rêve américain fut aussi un anesthésiant de masse, une chanson destinée à couvrir le bruit des chaînes, un conte de fées écrit dans l'encre des rapports de force. La chute est toujours plus humiliante quand elle atteint un illusionniste. Car on pardonne difficilement à celui qui a fait passer la domination pour du désir. Le grand enchanteur apparaît soudain comme un vieux prédateur mal peigné, ivre de sa propre légende, incapable de comprendre que la planète n'applaudit plus ses numéros usés. Il lui reste des armes, des dollars, des satellites, des studios, des think tanks et des porte-avions. Il lui manque l'essentiel. L'innocence du mensonge. Le crédit moral de la fable. L'Amérique avait promis le ciel aux peuples. Elle leur a souvent livré la dépendance, la vulgarité triomphante et le commerce armé. Elle se rêvait phare du monde. Elle apparaît de plus en plus comme une foire gigantesque où la puissance se grime en vertu et le pillage en civilisation. Son vrai génie n'aura peut-être pas été de faire rêver le monde, mais de lui faire prendre ses intérêts pour un destin universel. La supercherie fut brillante. Elle touche à sa fin. Et l'on découvre, derrière la statue, le comptable. Derrière la sourire, le prédateur. Derrière le rêve, la main qui fouille les poches du siècle. S. M.

BAISSE DE RIDEAUX SUR L'ICT SUMMIT 2026 Belle moisson de conventions signées

Après trois jours d'intense activité, l'ICT Summit Africa 2026 a baissé rideau, jeudi dernier, au Palais des expositions de la Safex, à la grande satisfaction de son organisateur, Madjid Imadalou. Bien qu'il soit encore tôt pour dresser un bilan chiffré, l'organisateur a indiqué que de nombreuses conventions ont été signées durant cet événement. Selon lui, les exposants n'ont cessé de travailler pendant ces trois jours. Ils ont accueilli un grand nombre de visiteurs et réalisé de nombreux échanges. «À première vue, je suis très satisfait du nombre et de la qualité des visiteurs», a-t-il souligné.

Interrogé par Crésus, en marge de la signature d'une convention entre l'ICT Summit et l'Organisation tunisienne des entrepreneurs, Madjid Imadalou a précisé que la vocation première de l'ICT Summit est de concrétiser des partenariats avec des pays africains. Cette convention avec le patronat tunisien permettra, dans un premier temps, d'avoir une présence tunisienne plus importante lors de la prochaine édition de l'ICT Summit, à travers un pavillon regroupant tous les



domaines de l'IT tunisien. Cela permettra également aux Algériens de participer aux événements organisés en Tunisie, mais surtout de fédérer les deux écosystèmes algérien et tunisien, via la signature de conventions de partenariat entre les acteurs du numérique des deux pays.

CAP SUR L'AFRIQUE

Cette convention constitue le début d'une longue série, a indi-

qué Madjid Imadalou, qui a ajouté : «Nous allons augmenter progressivement notre présence, pays par pays, peut-être en commençant par la Libye, puis en nous dirigeant vers l'Afrique de l'Ouest, pour finalement nous étendre à tout le continent africain.» Ce rendez-vous continental d'envergure, dédié à la promotion de l'économie numérique en Afrique, a été placé sous le patronage de plusieurs ministères stratégiques

(Intérieur, Télécommunications, Start-up, et Formation professionnelle). À ce titre, Madjid Imadalou a souligné que les orientations des ministres qui ont visité le salon ont été très importantes, notamment celles du ministre des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki.

START-UP À L'HONNEUR

Pour Madjid Imadalou, l'écosystème entrepreneurial est en pleine évolution et se structure progressivement. Il a évoqué, à cet égard, la production nationale et l'opérateur Stream, qui, selon lui, fait des avancées intéressantes avec un taux d'intégration supérieur à 65%. Cet opérateur s'efforce également de fédérer et d'intégrer des sous-traitants, notamment des start-up. Il faut souligner que cette édition de l'ICT Summit a mis un accent particulier sur les start-up. Elles étaient au nombre de 50, et les organisateurs ont veillé à faciliter leur rencontre avec des partenaires potentiels et à multiplier les opportunités de collaboration. Cette édition a également permis de constater que les start-up algériennes sont très engagées dans l'innovation et cherchent à aller de l'avant en

proposant des solutions adaptées aux besoins des entreprises et institutions. Elles attendent une valorisation et une promotion de leurs produits et services. C'est le cas de AI Grid, qui propose de déployer des modèles d'intelligence artificielle génératifs adaptés aux besoins des systèmes métiers des sociétés algériennes, notamment dans les secteurs bancaire, énergétique, des assurances et des télécoms. Selon le responsable d'AI Grid, Anouar Zemouri, au-delà de la compétitivité en termes de coûts, cette solution garantit la souveraineté des données pour les entreprises algériennes, car toutes les données seront hébergées localement. Ainsi, il n'y aura aucune fuite de données à l'étranger, ce qui est crucial, notamment pour les banques. Il a souligné que la fuite de données sensibles à l'étranger serait fatale, en particulier pour le secteur bancaire. Il s'agit également d'optimiser les services, par exemple, dans la détection des fraudes. Anouar Zemouri a précisé que cette solution est en phase de déploiement avec des acteurs institutionnels algériens.

S. Smati